

L'insurrection qui vient

Comité invisible

2007

Table des matières

Sous quelque angle...	3
Premier cercle	
« I AM WHAT I AM »	4
Deuxième cercle	
« Le divertissement est un besoin vital »	6
Troisième cercle	
« La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? »	8
Quatrième cercle	
« Plus simple, plus fun, plus mobile, plus sûr ! »	11
Cinquième cercle	
« Moins de biens, plus de liens ! »	14
Sixième cercle	
« L'environnement est un défi industriel »	16
Septième cercle	
« Ici on construit un espace civilisé »	19
En route !	22
Se trouver	23
S'organiser	24
Insurrection	29
P.-S.	33

Rien ne manque au triomphe de la civilisation. Ni la terreur politique ni la misère affective. Ni la stérilité universelle. Le désert ne peut plus croître : il est partout. Mais il peut encore s'approfondir. Devant l'évidence de la catastrophe, il y a ceux qui s'indignent et ceux qui prennent acte, ceux qui dénoncent et ceux qui s'organisent. Le Comité Invisible est du côté de ceux qui s'organisent.

Sous quelque angle...

Sous quelque angle qu'on le prenne, le présent est sans issue. Ce n'est pas la moindre de ses vertus. À ceux qui voudraient absolument espérer, il dérobe tout appui. Ceux qui prétendent détenir des solutions sont démentis dans l'heure. C'est une chose entendue que tout ne peut aller que de mal en pis. « Le futur n'a plus d'avenir » est la sagesse d'une époque qui en est arrivée, sous ses airs d'extrême normalité, au niveau de conscience des premiers punks.

La sphère de la représentation politique se clôt. De gauche à droite, c'est le même néant qui prend des poses de cadavre ou des airs de vierge, les mêmes têtes de gondole qui échangent leurs discours d'après les dernières trouvailles du service communication. Ceux qui votent encore donnent l'impression de n'avoir plus d'autre intention que de faire sauter les urnes à force de voter en pure protestation. On commence à deviner que c'est en fait contre le vote lui-même que l'on continue de voter. Rien de ce qui se présente n'est, de loin, à la hauteur de la situation. Dans son silence même, la population semble infiniment plus adulte que tous les pantins qui se chamaillent pour la gouverner. N'importe quel chibani de Belleville est plus sage dans ses paroles qu'aucun de nos soi-disant dirigeants dans toutes ses déclarations. Le couvercle de la marmite sociale se referme à triple cran tandis qu'à l'intérieur la pression ne cesse de monter. Parti d'Argentine, le spectre du *Que se vayan todos!* commence à sérieusement hanter les têtes dirigeantes.

L'incendie de novembre 2005 n'en finit plus de projeter son ombre sur toutes les consciences. Ces premiers feux de joie sont le baptême d'une décennie pleine de promesses. Le conte médiatique des banlieues-contre-la-République, s'il ne manque pas d'efficacité, manque la vérité. Des foyers ont pris jusque dans les centres-villes, qui ont été méthodiquement tus. Des rues entières de Barcelone ont brûlé en solidarité, sans que nul n'en sache rien que leurs habitants. Et il n'est même pas vrai que le pays ait depuis lors cessé de flamber. On trouve parmi les inculpés toutes sortes de profils que n'unifie guère que la haine de la société existante, et non l'appartenance de classe, de race ou de quartier. L'inédit ne réside pas dans une « révolte des banlieues » qui n'était déjà pas nouvelle en 1980, mais dans la rupture avec ses formes établies. Les assaillants n'écoutent plus personne, ni les grands frères ni l'association locale qui devrait gérer le retour à la normale. Aucun SOS Racisme ne pourra plonger ses racines cancéreuses dans cet événement- là, à quoi seules la fatigue, la falsification et l'omertà médiatiques ont pu feindre de mettre un terme. Toute cette série de frappes nocturnes, d'attaques anonymes, de destructions sans phrases a eu le mérite d'ouvrir à son maximum la béance entre la politique et le politique. Nul ne peut honnêtement nier la charge d'évidence de cet assaut qui ne formulait aucune revendication, aucun message autre que de menace ; qui n'avait que faire de la politique. Il faut être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de purement politique dans cette négation résolue de la politique ; ou ne rien connaître aux mouvements autonomes de la jeunesse depuis trente ans. On a brûlé en enfants perdus les premiers bibelots d'une société qui ne mérite pas plus d'égards que les monuments de Paris à la fin de la Semaine sanglante, et qui le sait.

Il n'y aura pas de solution sociale à la situation présente. D'abord parce que le vague agrégat de milieux, d'institutions et de bulles individuelles que l'on appelle par antiphrase « société » est sans consistance, ensuite parce qu'il n'y a plus de langage pour l'expérience commune. Et l'on ne partage pas des richesses si l'on ne partage pas un langage. Il a fallu un demi-siècle de lutte autour des Lumières pour fondre la possibilité de la Révolution française, et un siècle de lutte autour du travail pour accoucher du redoutable « État providence ». Les luttes créent le langage dans lequel se dit le nouvel ordre. Rien de semblable aujourd'hui. L'Europe est un continent désargenté qui va faire en cachette ses courses chez Lidl et voyage en low cost pour encore voyager. Aucun des « problèmes » qui se formulent dans le langage social n'y admet de résolution. La « question des retraites », celle de la « précarité », des « jeunes » et de leur « violence » ne peuvent que rester en suspens, pendant que l'on gère policièrement les passages à l'acte toujours plus saisissants qu'elles recouvrent. On

n'arrivera pas à enchanter le fait de torcher à vil prix des vieillards abandonnés des leurs et qui n'ont rien à dire. Ceux qui ont trouvé dans les voies criminelles moins d'humiliation et plus de bénéfices que dans l'entretien de surfaces ne rendront pas leurs armes, et la prison ne leur inculquera pas l'amour de la société. La rage de jouir des hordes de retraités ne supportera pas à plat ventre des coupes sombres dans ses rentes mensuelles, et ne peut que s'exciter davantage devant le refus du travail d'une large fraction de la jeunesse. Pour finir, aucun revenu garanti accordé au lendemain d'un quasi-soulèvement ne posera les bases d'un nouveau New Deal, d'un nouveau pacte, d'une nouvelle paix. Le sentiment social s'est bien trop évaporé pour cela. En fait de solution, la pression pour que rien ne se passe, et avec elle le quadrillage policier du territoire, ne vont cesser de s'accroître. Le drone qui, de l'aveu même de la police, a survolé le 14 juillet dernier la Seine-Saint-Denis dessine le futur en couleurs plus franches que toutes les brumes humanistes. Que l'on ait pris le soin de préciser qu'il n'était pas armé énonce assez clairement dans quelle voie nous sommes engagés. Le territoire sera découpé en zones toujours plus étanches. Des autoroutes placées en bordure d'un « quartier sensible » font un mur invisible et tout à fait à même de le séparer des zones pavillonnaires. Quoi qu'en pensent les bonnes âmes républicaines, la gestion des quartiers « par communauté » est de notoriété la plus opérante. Les portions purement métropolitaines du territoire, les principaux centres-villes, mèneront dans une déconstruction toujours plus retorse, toujours plus sophistiquée, toujours plus éclatante, leur vie luxueuse. Elles éclaireront toute la planète de leur lumière de bordel pendant que les patrouilles de la BAC, de compagnies de sécurité privées, bref : les milices, se multiplieront à l'infini, tout en bénéficiant d'une couverture judiciaire toujours plus impudente.

L'impasse du présent, partout perceptible, est partout déniée. Jamais tant de psychologues, de sociologues et de littérateurs ne s'y seront employés, chacun dans son jargon spécial où la conclusion est spécialement manquante. Il suffit d'entendre les chants de l'époque, les bluettes de la « nouvelle chanson française » où la petite bourgeoisie dissèque ses états d'âme et les déclarations de guerre de la mafia K'1Fry, pour savoir qu'une coexistence cessera bientôt, qu'une décision est proche.

Ce livre est signé d'un nom de collectif imaginaire. Ses rédacteurs n'en sont pas les auteurs. Ils se sont contentés de mettre un peu d'ordre dans les lieux communs de l'époque, dans ce qui se murmure aux tables des bars, derrière la porte close des chambres à coucher. Ils n'ont fait que fixer les vérités nécessaires, celles dont le refoulement universel remplit les hôpitaux psychiatriques et les regards de peine. Ils se sont faits les scribes de la situation. C'est le privilège des circonstances radicales que la justesse y mène en bonne logique à la révolution. Il suffit de dire ce que l'on a sous les yeux et de ne pas éluder la conclusion.

Premier cercle

« I AM WHAT I AM »

« I AM WHAT I AM. » C'est la dernière offrande du marketing au monde, le stade ultime de l'évolution publicitaire, en avant, tellement en avant de toutes les exhortations à être différent, à être soi-même et à boire Pepsi. Des décennies de concepts pour en arriver là, à la pure tautologie. JE = JE. Il court sur un tapis roulant devant le miroir de son club de gym. Elle revient du boulot au volant de sa Smart. Vont-ils se rencontrer ? « JE SUIS CE QUE JE SUIS. » Mon corps m'appartient. Je suis moi, toi t'es toi, et ça va mal. Personnalisation de masse. Individualisation de toutes les conditions – de vie, de travail, de malheur. Schizophrénie diffuse. Dépression rampante. Atomisation en fines particules paranoïaques. Hystérisation du contact. Plus je veux être Moi, plus j'ai le sentiment d'un vide. Plus je m'exprime, plus je me taris. Plus je me cours après, plus je suis fatiguée. Je tiens, tu tiens, nous tenons notre Moi comme un guichet fastidieux. Nous sommes devenus les représentants de nous-mêmes – cet étrange commerce, les garants d'une personnalisation qui a tout l'air, à la fin, d'une amputation. Nous assurons jusqu'à la ruine avec une maladresse plus ou moins déguisée.

En attendant, je gère. La quête de soi, mon blog, mon appart, les dernières conneries à la mode, les histoires de couple, de cul... ce qu'il faut de prothèses pour faire tenir un Moi ! Si « la société » n'était pas devenue cette abstraction définitive, elle désignerait l'ensemble des béquilles existentielles que l'on me tend pour me permettre de me traîner encore, l'ensemble des dépendances que j'ai contractées pour prix de mon identité. Le handicapé

est le modèle de la citoyenneté qui vient. Ce n'est pas sans prémonition que les associations qui l'exploitent revendiquent à présent pour lui le « revenu d'existence ».

L'injonction, partout, à « être quelqu'un » entretient l'état pathologique qui rend cette société nécessaire. L'injonction à être fort produit la faiblesse par quoi elle se maintient, à tel point que tout semble prendre un aspect thérapeutique, même travailler, même aimer. Tous les « ça va ? » qui s'échangent en une journée font songer à autant de prises de température que s'administrent les uns aux autres une société de patients. La sociabilité est maintenant faite de mille petites niches, de mille petits refuges où l'on se tient chaud. Où c'est toujours mieux que le grand froid dehors. Où tout est faux, car tout n'est que prétexte à se réchauffer. Où rien ne peut advenir parce que l'on y est sourdement occupé à grelotter ensemble. Cette société ne tiendra bientôt plus que par la tension de tous les atomes sociaux vers une illusoire guérison. C'est une centrale qui tire son turbinage d'une gigantesque retenue de larmes toujours au bord de se déverser.

« I AM WHAT I AM. » Jamais domination n'avait trouvé mot d'ordre plus insoupçonnable. Le maintien du Moi dans un état de demi-délabrement permanent, dans une demi-défaillance chronique est le secret le mieux gardé de l'ordre des choses actuel. Le Moi faible, déprimé, autocritique, virtuel est par essence ce sujet indéfiniment adaptable que requiert une production fondée sur l'innovation, l'obsolescence accélérée des technologies, le bouleversement constant des normes sociales, la flexibilité généralisée. Il est à la fois le consommateur le plus vorace et, paradoxalement, le Moi le plus productif, celui qui se jettera avec le plus d'énergie et d'avidité sur le moindre projet, pour revenir plus tard à son état larvaire d'origine.

« CE QUE JE SUIS », alors ? Traversé depuis l'enfance de flux de lait, d'odeurs, d'histoires, de sons, d'affections, de comptines, de substances, de gestes, d'idées, d'impressions, de regards, de chants et de bouffe. Ce que je suis ? Lié de toutes parts à des lieux, des souffrances, des ancêtres, des amis, des amours, des événements, des langues, des souvenirs, à toutes sortes de choses qui, de toute évidence, ne sont pas moi. Tout ce qui m'attache au monde, tous les liens qui me constituent, toutes les forces qui me peuplent ne tissent pas une identité, comme on m'incite à la brandir, mais une existence, singulière, commune, vivante, et d'où émerge par endroits, par moments, cet être qui dit « je ». Notre sentiment d'inconsistance n'est que l'effet de cette bête croyance dans la permanence du Moi, et du peu de soin que nous accordons à ce qui nous fait.

Il y a un vertige à voir ainsi trôner sur un gratte-ciel de Shanghai le « I AM WHAT I AM » de Reebok. L'Occident avance partout, comme son cheval de Troie favori, cette tuante antinomie entre le Moi et le monde, l'individu et le groupe, entre attachement et liberté. La liberté n'est pas le geste de se défaire de nos attachements, mais la capacité pratique à opérer sur eux, à s'y mouvoir, à les établir ou à les trancher. La famille n'existe comme famille, c'est-à-dire comme enfer, que pour celui qui a renoncé à en altérer les mécanismes débilissants, ou ne sait comment faire. La liberté de s'arracher a toujours été le fantôme de la liberté. On ne se débarrasse pas de ce qui nous entrave sans perdre dans le même temps ce sur quoi nos forces pourraient s'exercer.

« I AM WHAT I AM », donc, non un simple mensonge, une simple campagne de publicité, mais une campagne militaire, un cri de guerre dirigé contre tout ce qu'il y a entre les êtres, contre tout ce qui circule indistinctement, tout ce qui les lie invisiblement, tout ce qui fait obstacle à la parfaite désolation, contre tout ce qui fait que nous existons et que le monde n'a pas partout l'aspect d'une autoroute, d'un parc d'attraction ou d'une ville nouvelle : ennui pur, sans passion et bien ordonné, espace vide, glacé, où ne transitent plus que des corps immatriculés, des molécules automobiles et des marchandises idéales.

La France n'est pas la patrie des anxiolytiques, le paradis des antidépresseurs, la Mecque de la névrose sans être simultanément le champion européen de la productivité horaire. La maladie, la fatigue, la dépression, peuvent être prises comme les symptômes individuels de ce dont il faut guérir. Elles travaillent alors au maintien de l'ordre existant, à mon ajustement docile à des normes débiles, à la modernisation de mes béquilles. Elles recouvrent la sélection en moi des penchants opportuns, conformes, productifs, et de ceux dont il va falloir faire gentiment le deuil. « Il faut savoir changer, tu sais. » Mais, prises comme faits, mes défaillances peuvent aussi amener au démantèlement de l'hypothèse du Moi. Elles deviennent alors actes de résistance dans la guerre en cours. Elles deviennent rébellion et centre d'énergie contre tout ce qui conspire à nous normaliser, à nous amputer. Le Moi n'est pas ce qui chez nous est en crise, mais la forme que l'on cherche à nous imprimer. On veut faire de nous des Moi bien délimités, bien séparés, classables et recensables par qualités, bref : contrôlables, quand nous sommes créatures parmi les créatures, singularités parmi nos semblables, chair vivante tissant la

chair du monde. Contrairement à ce que l'on nous répète depuis l'enfance, l'intelligence, ce n'est pas de savoir s'adapter – ou si c'est une intelligence, c'est celle des esclaves. Notre inadaptation, notre fatigue ne sont des problèmes que du point de vue de ce qui veut nous soumettre. Elles indiquent plutôt un point de départ, un point de jonction pour des complicités inédites. Elles font voir un paysage autrement plus délabré, mais infiniment plus partageable que toutes les fantasmagories que cette société entretient sur son compte.

Nous ne sommes pas déprimés, nous sommes en grève. Pour qui refuse de se gérer, la « dépression » n'est pas un état, mais un passage, un au revoir, un pas de côté vers une désaffiliation politique. À partir de là, il n'y a pas de conciliation autre que médicamenteuse, et policière. C'est bien pour cela que cette société ne craint pas d'imposer la Ritaline à ses enfants trop vivants, tresse à tout va des longes de dépendances pharmaceutiques et prétend détecter dès trois ans les « troubles du comportement ». Parce que c'est l'hypothèse du Moi qui partout se fissure.

Deuxième cercle

« Le divertissement est un besoin vital »

Un gouvernement qui déclare l'état d'urgence contre des gamins de quinze ans. Un pays qui met son salut entre les mains d'une équipe de footballeurs. Un flic dans un lit d'hôpital qui se plaint d'avoir été victime de « violences ». Un préfet qui prend un arrêté contre ceux qui se construisent des cabanes dans les arbres. Deux enfants de dix ans, à Chelles, inculpés pour l'incendie d'une ludothèque. Cette époque excelle dans un certain grotesque de situation qui semble à chaque fois lui échapper. Il faut dire que les médiatiques ne ménagent pas leurs efforts pour étouffer dans les registres de la plainte et de l'indignation l'éclat de rire qui devrait accueillir de pareilles nouvelles. Un éclat de rire déflagrant, c'est la réponse ajustée à toutes les graves « questions » que se plaît à soulever l'actualité. Pour commencer par la plus rebattue : il n'y a pas de « question de l'immigration ». Qui grandit encore là où il est né ? Qui habite là où il a grandi ? Qui travaille là où il habite ? Qui vit là où vivaient ses ancêtres ? Et de qui sont-ils, les enfants de cette époque, de la télé ou de leurs parents ? La vérité, c'est que nous avons été arrachés en masse à toute appartenance, que nous ne sommes plus de nulle part, et qu'il résulte de cela, en même temps qu'une inédite disposition au tourisme, une indéniable souffrance. Notre histoire est celle des colonisations, des migrations, des guerres, des exils, de la destruction de tous les enracinements. C'est l'histoire de tout ce qui a fait de nous des étrangers dans ce monde, des invités dans notre propre famille. Nous avons été expropriés de notre langue par l'enseignement, de nos chansons par la variété, de nos chairs par la pornographie de masse, de notre ville par la police, de nos amis par le salariat. À cela s'ajoute, en France, le travail féroce et séculaire d'individualisation par un pouvoir d'État qui note, compare, discipline et sépare ses sujets dès le plus jeune âge, qui broie par instinct les solidarités qui lui échappent afin que ne reste que la citoyenneté, la pure appartenance, fantasmatique, à la République. Le Français est plus que tout autre le dépossédé, le misérable. Sa haine de l'étranger se fond avec sa haine de soi comme étranger. Sa jalousie mêlée d'effroi pour les « cités » ne dit que son ressentiment pour tout ce qu'il a perdu. Il ne peut s'empêcher d'envier ces quartiers dits de « relégation » où persistent encore un peu d'une vie commune, quelques liens entre les êtres, quelques solidarités non étatiques, une économie informelle, une organisation qui ne s'est pas encore détachée de ceux qui s'organisent. Nous en sommes arrivés à ce point de privation où la seule façon de se sentir Français est de pester contre les immigrés, contre ceux qui sont plus visiblement des étrangers comme moi. Les immigrés tiennent dans ce pays une curieuse position de souveraineté : s'ils n'étaient pas là, les Français n'existeraient peut-être plus.

La France est un produit de son école, et non l'inverse. Nous vivons dans un pays excessivement scolaire, où l'on se souvient du passage du bac comme d'un moment marquant de la vie. Où des retraités vous parlent encore de leur échec, quarante ans plus tôt, à tel ou tel examen, et combien cela a grevé toute leur carrière, toute leur vie. L'école de la République a formé depuis un siècle et demi un type de subjectivités étatisées, reconnaissables entre toutes. Des gens qui acceptent la sélection et la compétition à condition que les chances soient égales. Qui attendent de la vie que chacun y soit récompensé comme dans un concours, selon son mérite. Qui demandent

toujours la permission avant de prendre. Qui respectent muettement la culture, les règlements et les premiers de la classe. Même leur attachement à leurs grands intellectuels critiques et leur rejet du capitalisme sont empreints de cet amour de l'école. C'est cette construction étatique des subjectivités qui s'effondre chaque jour un peu plus avec la décadence de l'institution scolaire. La réapparition, depuis vingt ans, de l'école et de la culture de la rue en concurrence de l'école de la République et de sa culture en carton est le plus profond traumatisme que subit actuellement l'universalisme français. Sur ce point, la droite la plus extrême se réconcilie par avance avec la gauche la plus virulente. Le seul nom de Jules Ferry, ministre de Thiers durant l'écrasement de la Commune et théoricien de la colonisation, devrait pourtant suffire à nous rendre suspecte cette institution. Quant à nous, lorsque nous voyons des profs issus d'on ne sait quel « comité de vigilance citoyen » venir pleurnicher au 20-Heures qu'on leur a brûlé leur école, nous nous souvenons combien de fois, enfants, nous en avons rêvé. Lorsque nous entendons un intellectuel de gauche éructer sur la barbarie des bandes de jeunes qui hèlent les passants dans la rue, volent à l'étalage, incendient des voitures et jouent au chat et à la souris avec les CRS, nous nous rappelons ce qui se disait des blousons noirs dans les années 1960 ou, mieux, des apaches à la « Belle Époque » : « Sous le nom générique d'apaches – écrit un juge au tribunal de la Seine en 1907 –, il est de mode de désigner depuis quelques années tous les individus dangereux, ramassis de la récidive, ennemis de la société, sans patrie ni famille, déserteurs de tous les devoirs, prêts aux plus audacieux coups de mains, à tous les attentats contre les personnes ou les propriétés. » Ces bandes qui fuient le travail, prennent le nom de leur quartier et affrontent la police sont le cauchemar du bon citoyen individualisé à la française : ils incarnent tout ce à quoi il a renoncé, toute la joie possible et à laquelle il n'accédera jamais. Il y a de l'impertinence à exister dans un pays où un enfant que l'on prend à chanter à son gré se fait inévitablement rabrouer d'un « arrête, tu vas faire pleuvoir ! », où la castration scolaire débite à flux tendu des générations d'employés policiers. L'aura persistante de Mesrine tient moins à sa droiture et à son audace qu'au fait d'avoir entrepris de se venger de ce dont nous devrions tous nous venger. Ou plutôt dont nous devrions nous venger directement, là où nous continuons à biaiser, à différer. Car il ne fait pas de doute que par mille bassesses inaperçues, par toutes sortes de médisances, par une petite méchanceté glacée et une politesse venimeuse, le Français ne cesse de se venger, en permanence et contre tout, de l'écrasement à quoi il s'est résigné. Il était temps que le nique la police ! prenne la place du oui, monsieur l'agent ! En ce sens, l'hostilité sans nuance de certaines bandes ne fait qu'exprimer d'une manière un peu moins feutrée que d'autres la mauvaise ambiance, le mauvais esprit de fond, l'envie de destruction salvatrice où ce pays se consume.

Appeler « société » le peuple d'étrangers au milieu duquel nous vivons est une telle usurpation que même les sociologues songent à renoncer à un concept qui fut, pendant un siècle, leur gagne-pain. Ils préfèrent maintenant la métaphore du réseau pour décrire la façon dont se connectent les solitudes cybernétiques, dont se nouent les interactions faibles connues sous les noms de « collègue », « contact », « pote », « relation » ou d'« aventure ». Il arrive tout de même que ces réseaux se condensent en un milieu, où l'on ne partage rien sinon des codes et où rien ne se joue sinon l'incessante recomposition d'une identité.

On perdrait son temps à détailler tout ce qu'il y a d'agonisant dans les rapports sociaux existants. On dit que la famille revient, que le couple revient. Mais la famille qui revient n'est pas celle qui s'en était allée. Son retour n'est qu'un approfondissement de la séparation régnante, qu'elle sert à tromper, devenant elle-même par là tromperie. Chacun peut témoigner des doses de tristesse que condensent d'année en année les fêtes de famille, ces sourires laborieux, cet embarras de voir tout le monde simuler en vain, ce sentiment qu'il y a un cadavre posé là, sur la table, et que tout le monde fait comme si de rien n'était. De flirt en divorce, de concubinage en recomposition, chacun ressent l'inanité du triste noyau familial, mais la plupart semblent juger qu'il serait plus triste encore d'y renoncer. La famille, ce n'est plus tant l'étouffement de l'emprise maternelle ou le patriarcat des tartes dans la gueule que cet abandon infantile à une dépendance cotonneuse, où tout est connu, ce moment d'insouciance face à un monde dont nul ne peut plus nier qu'il s'écroule, un monde où « devenir autonome » est un euphémisme pour « avoir trouvé un patron ». On voudrait trouver dans la familiarité biologique l'excuse pour corroder en nous toute détermination un peu brisante, pour nous faire renoncer, sous prétexte qu'on nous a vu grandir, à tout devenir majeur comme à la gravité qu'il y a dans l'enfance. De cette corrosion, il faut se préserver.

Le couple est comme le dernier échelon de la grande débâcle sociale. C'est l'oasis au milieu du désert humain. On vient y chercher sous les auspices de l'« intime » tout ce qui a si évidemment déserté les rapports sociaux contemporains : la chaleur, la simplicité, la vérité, une vie sans théâtre ni spectateur. Mais passé l'étourdissement amoureux, l'« intimité » tombe sa défroque : elle est elle-même une invention sociale, elle parle le langage des journaux féminins et de la psychologie, elle est comme le reste blindée de stratégies jusqu'à l'écoeurement. Il n'y a pas là plus de vérité qu'ailleurs, là aussi dominant le mensonge et les lois de l'étrangeté. Et lorsque, par fortune, on l'y trouve, cette vérité, elle appelle un partage qui dément la forme même du couple. Ce par quoi des êtres s'aiment est aussi bien ce qui les rend aimables, et ruine l'utopie de l'autisme à deux.

En réalité, la décomposition de toutes les formes sociales est une aubaine. C'est pour nous la condition idéale d'une expérimentation de masse, sauvage, de nouveaux agencements, de nouvelles fidélités. La fameuse « démission parentale » nous a imposé une confrontation avec le monde qui a forcé en nous une lucidité précoce et augure quelques belles révoltes. Dans la mort du couple, nous voyons naître de troublantes formes d'affectivité collective, maintenant que le sexe est usé jusqu'à la corde, que la virilité et la féminité ont tout de vieux costumes mités, que trois décennies d'innovations pornographiques continues ont épuisé tous les attraits de la transgression et de la libération. Ce qu'il y a d'inconditionnel dans les liens de parenté, nous comptons bien en faire l'armature d'une solidarité politique aussi impénétrable à l'ingérence étatique qu'un campement de gitans. Il n'y a pas jusqu'aux interminables subventions que de nombreux parents sont acculés à verser à leur progéniture prolétarisée qui ne puissent devenir une forme de mécénat en faveur de la subversion sociale. « Devenir autonome », cela pourrait vouloir dire, aussi bien : apprendre à se battre dans la rue, à s'accaparer des maisons vides, à ne pas travailler, à s'aimer follement et à voler dans les magasins.

Troisième cercle

« La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? »

Il n'y a pas de question plus embrouillée, en France, que celle du travail. Il n'y a pas de rapport plus tordu que celui des Français au travail. Allez en Andalousie, en Algérie, à Naples. On y méprise le travail, au fond. Allez en Allemagne, aux États-Unis, au Japon. On y révère le travail. Les choses changent, c'est vrai. Il y a bien des otaku au Japon, des frohe Arbeitslose en Allemagne et des workaholics en Andalousie. Mais ce ne sont pour l'heure que des curiosités. En France, on fait des pieds et des mains pour grimper dans la hiérarchie, mais on se flatte en privé de n'en fichier pas une. On reste jusqu'à dix heures du soir au boulot quand on est débordé, mais on n'a jamais eu de scrupule à voler de-ci de-là du matériel de bureau, ou à ponctionner dans les stocks de la boîte des pièces détachées qu'à l'occasion on revend. On déteste les patrons, mais on veut à tout prix être employé. Avoir un travail est un honneur, et travailler une marque de servilité. Bref : le parfait tableau clinique de l'hystérie. On aime en détestant, on déteste en aimant. Et chacun sait quelle stupeur et quel désarroi frappe l'hystérique lorsqu'il perd sa victime, son maître. Le plus souvent, il ne s'en remet pas.

Dans ce pays foncièrement politique qu'est la France, le pouvoir industriel a toujours été soumis au pouvoir étatique. L'activité économique n'a jamais cessé d'être soupçonneusement encadrée par une administration tatillonne. Les grands patrons qui ne sont pas issus de la noblesse d'État façon Polytechnique-ENA sont les parias du monde des affaires où l'on admet, en coulisse, qu'ils font un peu pitié. Bernard Tapie est leur héros tragique : adulé un jour, en taule le lendemain, intouchable toujours. Qu'il évolue maintenant sur scène n'a rien d'étonnant. En le contemplant comme on contemple un monstre, le public français le tient à bonne distance et, par le spectacle d'une si fascinante infamie, se préserve de son contact. Malgré le grand bluff des années 1980, le culte de l'entreprise n'a jamais pris en France. Quiconque écrit un livre pour la vilipender s'assure un best-seller. Les managers, leurs mœurs et leur littérature ont beau parader en public, il reste autour d'eux un cordon sanitaire de ricanement, un océan de mépris, une mer de sarcasmes. L'entrepreneur ne fait pas partie de la famille. À tout prendre, dans la hiérarchie de la détestation, on lui préfère le flic. Être fonctionnaire reste, contre vents et marées, contre golden boys et privatisations, la définition entendue du bon travail. On peut envier la richesse

de ceux qui ne le sont pas, on n'envie pas leur poste. C'est sur le fond de cette névrose que les gouvernements successifs peuvent encore déclarer la guerre au chômage, et prétendre livrer la « bataille de l'emploi » tandis que d'ex-cadres campent avec leurs portables dans les tentes de Médecins du monde sur les bords de la Seine. Quand les radiations massives de l'ANPE peinent à faire descendre le nombre des chômeurs au-dessous de deux millions malgré tous les trucages statistiques. Quand le RMI et le biz garantissent seuls, de l'avis même des renseignements généraux, contre une explosion sociale à tout moment possible. C'est l'économie psychique des Français autant que la stabilité politique du pays qui se joue dans le maintien de la fiction travailliste.

Qu'on nous permette de nous en foutre. Nous appartenons à une génération qui vit très bien sans cette fiction. Qui n'a jamais compté sur la retraite ni sur le droit du travail, encore moins sur le droit au travail. Qui n'est même pas « précaire » comme se plaisent à le théoriser les fractions les plus avancées de la militance gauchiste, parce qu'être précaire c'est encore se définir par rapport à la sphère du travail, en l'espèce : à sa décomposition. Nous admettons la nécessité de trouver de l'argent, qu'importent les moyens, parce qu'il est présentement impossible de s'en passer, non la nécessité de travailler. D'ailleurs, nous ne travaillons plus : nous taffons. L'entreprise n'est pas un lieu où nous existons, c'est un lieu que nous traversons. Nous ne sommes pas cyniques, nous sommes juste réticents à nous faire abuser. Les discours sur la motivation, la qualité, l'investissement personnel glissent sur nous pour le plus grand désarroi de tous les gestionnaires en ressources humaines. On dit que nous sommes déçus de l'entreprise, que celle-ci n'a pas honoré la loyauté de nos parents, les a licenciés trop lestement. On ment. Pour être déçu, il faut avoir espéré un jour. Et nous n'avons jamais rien espéré d'elle : nous la voyons pour ce qu'elle est et n'a jamais cessé d'être, un jeu de dupes à confort variable. Nous regrettons seulement pour nos parents qu'ils soient tombés dans le panneau, deux du moins qui y ont cru.

La confusion des sentiments qui entoure la question du travail peut s'expliquer ainsi : la notion de travail a toujours recouvert deux dimensions contradictoires : une dimension d'exploitation et une dimension de participation. Exploitation de la force de travail individuelle et collective par l'appropriation privée ou sociale de la plus-value ; participation à une œuvre commune par les liens qui se tissent entre ceux qui coopèrent au sein de l'univers de la production. Ces deux dimensions sont vicieusement confondues dans la notion de travail, ce qui explique l'indifférence des travailleurs, en fin de compte, à la rhétorique marxiste, qui dénie la dimension de participation, comme à la rhétorique managériale, qui dénie la dimension d'exploitation. D'où, aussi, l'ambivalence du rapport au travail, à la fois honni en tant qu'il nous rend étranger à ce que nous faisons et adoré en tant que c'est une part de nous-mêmes qui s'y joue. Le désastre, ici, est préalable : il réside dans tout ce qu'il a fallu détruire, dans tous ceux qu'il a fallu déraciner pour que le travail finisse par apparaître comme la seule façon d'exister. L'horreur du travail est moins dans le travail lui-même que dans le ravage méthodique, depuis des siècles, de tout ce qui n'est pas lui : familiarités de quartier, de métier, de village, de lutte, de parenté, attachement à des lieux, à des êtres, à des saisons, à des façons de faire et de parler.

Là réside le paradoxe actuel : le travail a triomphé sans reste de toutes les autres façons d'exister, dans le temps même où les travailleurs sont devenus superflus. Les gains de productivité, la délocalisation, la mécanisation, l'automatisation et la numérisation de la production ont tellement progressé qu'elles ont réduit à presque rien la quantité de travail vivant nécessaire à la confection de chaque marchandise. Nous vivons le paradoxe d'une société de travailleurs sans travail, où la distraction, la consommation, les loisirs ne font qu'accuser encore le manque de ce dont ils devraient nous distraire. La mine de Carmaux, qui se rendit célèbre pendant un siècle pour ses grèves violentes, a été reconvertie en Cap Découverte. C'est un « pôle multiloisir » où l'on fait du skateboard et du vélo, et qui se signale par un « musée de la Mine » dans lequel on simule des coups de grisou pour les vacanciers. Dans les entreprises, le travail se divise de façon toujours plus visible en emplois hautement qualifiés de recherche, conception, contrôle, coordination, communication liés à la mise en œuvre de tous les savoirs nécessaires au nouveau processus de production cybernétisé, et en emplois déqualifiés d'entretien et surveillance de ce processus. Les premiers sont en petit nombre, très bien payés et donc si convoités que la minorité qui les accapare n'aurait pas idée d'en laisser une miette lui échapper. Leur travail et eux ne font effectivement qu'un en une étreinte angoissée. Managers, scientifiques, lobbyistes, chercheurs, programmeurs, développeurs, consultants, ingénieurs ne cessent littéralement jamais de travailler. Même leurs plans cul augmentent leur productivité. « Les entreprises les plus créatives sont aussi celles où les relations intimes sont les plus nombreuses », théorise un philosophe pour DRH. « Les collaborateurs de l'entreprise, confirme celui de Daimler-Benz, font partie du

capital de l'entreprise [...] Leur motivation, leur savoir-faire, leur capacité d'innovation et leur souci des désirs de la clientèle constituent la matière première des services innovants [...] Leur comportement, leur compétence sociale et émotionnelle ont un poids croissant dans l'évaluation de leur travail [...] Celui-ci ne sera plus évalué en nombres d'heures de présence mais sur la base des objectifs atteints et de la qualité des résultats. Ils sont des entrepreneurs. »

L'ensemble des tâches qui n'ont pu être déléguées à l'automation forment une nébuleuse de postes qui, pour n'être pas occupables par des machines, sont occupables par n'importe quels humains – manutentionnaires, magasiniers, travailleurs à la chaîne, saisonniers, etc. Cette main-d'œuvre flexible, indifférenciée, qui passe d'une tâche à une autre et ne reste jamais longtemps dans une entreprise, ne peut plus s'agréger en une force, n'étant jamais au centre du processus de production mais comme pulvérisée dans une multitude d'interstices, occupée à boucher les trous de ce qui n'a pas été mécanisé. L'intérimaire est la figure de cet ouvrier qui n'en est plus un, qui n'a plus de métier mais des compétences qu'il vend au fil de ses missions, et dont la disponibilité est encore un travail.

En marge de ce cœur de travailleurs effectifs, nécessaires au bon fonctionnement de la machine, s'étend désormais une majorité devenue surnuméraire, qui est certes utile à l'écoulement de la production mais guère plus, et qui fait peser sur la machine le risque, dans son désœuvrement, de se mettre à la saboter. La menace d'une démobilité générale est le spectre qui hante le système de production présent. À la question « Pourquoi travailler, alors ? », tout le monde ne répond pas comme cette ex-Rmiste à Libération : « Pour mon bien-être. Il fallait que je m'occupe. » Il y a un risque sérieux que nous finissions par trouver un emploi à notre désœuvrement. Cette population flottante doit être occupée, ou tenue. Or on n'a pas trouvé à ce jour de meilleure méthode disciplinaire que le salariat. Il faudra donc poursuivre le démantèlement des « acquis sociaux » afin de ramener dans le giron salarial les plus rétifs, ceux qui ne se rendent que face à l'alternative entre crever de faim et croupir en taule. L'explosion du secteur esclavagiste des « services personnels » doit continuer : femmes de ménage, restauration, massage, assistance à domicile, prostitution, soins, cours particuliers, loisirs thérapeutiques, aide psychologique, etc. Le tout accompagné d'un rehaussement continu des normes de sécurité, d'hygiène, de conduite et de culture, d'une accélération dans la fugacité des modes, qui seules assoient la nécessité de tels services. À Rouen, les horodateurs ont cédé la place au « parcmètre humain » : quelqu'un qui s'ennuie dans la rue vous délivre un ticket de stationnement et vous loue, le cas échéant, un parapluie par temps d'averse.

L'ordre du travail fut l'ordre d'un monde. L'évidence de sa ruine frappe de tétanie à la seule idée de tout ce qui s'ensuit. Travailler, aujourd'hui, se rattache moins à la nécessité économique de produire des marchandises qu'à la nécessité politique de produire des producteurs et des consommateurs, de sauver par tous les moyens l'ordre du travail. Se produire soi-même est en passe de devenir l'occupation dominante d'une société où la production est devenue sans objet : comme un menuisier que l'on aurait dépossédé de son atelier et qui se mettrait, en désespoir de cause, à se raboter lui-même. De là le spectacle de tous ces jeunes gens qui s'entraînent à sourire pour leur entretien d'embauche, qui se font blanchir les dents pour un meilleur avancement, qui vont en boîte de nuit pour stimuler l'esprit d'équipe, qui apprennent l'anglais pour booster leur carrière, qui divorcent ou se marient pour mieux rebondir, qui font des stages de théâtre pour devenir des leaders ou de « développement personnel » pour mieux « gérer les conflits » – « Le « développement personnel » le plus intime, prétend un quelconque gourou, mènera à une meilleure stabilité émotionnelle, à une ouverture relationnelle plus aisée, à une acuité intellectuelle mieux dirigée, et donc à une meilleure performance économique. » Le grouillement de tout ce petit monde qui attend avec impatience d'être sélectionné en s'entraînant à être naturel relève d'une tentative de sauvetage de l'ordre du travail par une éthique de la mobilisation. Être mobilisé, c'est se rapporter au travail non comme activité, mais comme possibilité. Si le chômeur qui s'enlève ses piercings, va chez le coiffeur et fait des « projets » travaille bel et bien « à son employabilité », comme on dit, c'est qu'il témoigne par là de sa mobilisation. La mobilisation, c'est ce léger décollement par rapport à soi, ce minime arrachement à ce qui nous constitue, cette condition d'étrangeté à partir de quoi le Moi peut-être pris comme objet de travail, à partir de quoi il devient possible de se vendre soi et non sa force de travail, de se faire rémunérer non pour ce que l'on fait, mais pour ce que l'on est, pour notre exquise maîtrise des codes sociaux, nos talents relationnels, notre sourire ou notre façon de présenter. C'est la nouvelle norme de socialisation. La mobilisation opère la fusion des deux pôles contradictoires du travail : ici, on participe à son exploitation, et l'on exploite toute participation. On est à

soimême, idéalement, une petite entreprise, son propre patron et son propre produit. Il s'agit, que l'on travaille ou non, d'accumuler les contacts, les compétences, le « réseau », bref : le « capital humain ». L'injonction planétaire à se mobiliser au moindre prétexte – le cancer, le « terrorisme », un tremblement de terre, des SDF – résume la détermination des puissances régnautes à maintenir le règne du travail par-delà sa disparition physique. L'appareil de production présent est donc, d'un côté, cette gigantesque machine à mobiliser psychiquement et physiquement, à pomper l'énergie des humains devenus excédentaires, de l'autre il est cette machine à trier qui alloue la survie aux subjectivités conformes et laisse choir tous les « individus à risque », tous ceux qui incarnent un autre emploi de la vie et, par là, lui résistent. D'un côté, on fait vivre les spectres, de l'autre on laisse mourir les vivants. Telle est la fonction proprement politique de l'appareil de production présent.

S'organiser par-delà et contre le travail, désertier collectivement le régime de la mobilisation, manifester l'existence d'une vitalité et d'une discipline dans la démobilisation même est un crime qu'une civilisation aux abois n'est pas près de nous pardonner ; c'est en effet la seule façon de lui survivre.

Quatrième cercle

« Plus simple, plus fun, plus mobile, plus sûr ! »

Qu'on ne nous parle plus de « la ville » et de « la campagne », et moins encore de leur antique opposition. Ce qui s'étend autour de nous n'y ressemble ni de près ni de loin : c'est une nappe urbaine unique, sans forme et sans ordre, une zone désolée, indéfinie et illimitée, un continuum mondial d'hypercentres muséifiés et de parcs naturels, de grands ensembles et d'immenses exploitations agricoles, de zones industrielles et de lotissements, de gîtes ruraux et de bars branchés : la métropole. Il y a bien eu la ville antique, la ville médiévale ou la ville moderne ; il n'y a pas de ville métropolitaine. La métropole veut la synthèse de tout le territoire. Tout y cohabite, pas tant géographiquement que par le maillage de ses réseaux. C'est justement parce qu'elle achève de disparaître que la ville est maintenant fétichisée, comme Histoire. Les manufactures lilloises deviennent des salles de spectacle, le centre bétonné du Havre est patrimoine de l'Unesco. À Pékin, les hutongs qui entourent la Cité interdite sont détruites, et l'on en reconstruit de fausses, un peu plus loin, à l'attention des curieux. À Troyes, on colle des façades à colombage sur des bâtiments en parpaing, un art du pastiche qui n'est pas sans évoquer les boutiques style victorien de Disneyland Paris. Les centres historiques, longtemps sièges de la sédition, trouvent sagement leur place dans l'organigramme de la métropole. Ils y sont dévolus au tourisme et à la consommation ostentatoire. Ils sont les îlots de la féerie marchande, que l'on maintient par la foire et l'esthétique, par la force aussi. La mièvrerie étouffante des marchés de Noël se paye par toujours plus de vigiles et de patrouilles de municipaux. Le contrôle s'intègre à merveille au paysage de la marchandise, montrant à qui veut bien la voir sa face autoritaire. L'époque est au mélange, mélange de musiquettes, de matraques télescopiques et de barbe à papa. Ce que ça suppose de surveillance policière, l'enchantement ! Ce goût de l'authentique-entre-guillemet, et du contrôle qui va avec, accompagne la petite bourgeoisie dans sa colonisation des quartiers populaires. Poussée hors des hypercentres, elle vient chercher là une « vie de quartier » que jamais elle ne trouverait parmi les maisons Phénix. Et en chassant les pauvres, les voitures et les immigrés, en faisant place nette, en extirpant les microbes, elle pulvérise cela même qu'elle était venue chercher. Sur une affiche municipale, un agent de nettoyage tend la main à un gardien de la paix ; un slogan : « Montauban, ville propre ».

La décence qui oblige les urbanistes à ne plus parler de « la ville », qu'ils ont détruite, mais de « l'urbain », devrait aussi les inciter à ne plus parler de « la campagne », qui n'existe plus. Ce qu'il y a, en lieu et place, c'est un paysage que l'on exhibe aux foules stressées et déracinées, un passé que l'on peut bien mettre en scène maintenant que les paysans ont été réduits à si peu. C'est un marketing que l'on déploie sur un « territoire » où tout doit être valorisé ou constitué en patrimoine. C'est toujours le même vide glaçant qui gagne jusqu'aux plus reculés des clochers.

La métropole est cette mort simultanée de la ville et de la campagne, au carrefour où convergent toutes les classes moyennes, dans ce milieu de la classe du milieu, qui, d'exode rural en « périurbanisation », s'étire indéfiniment. À la vitrification du territoire mondial sied le cynisme de l'architecture contemporaine. Un lycée,

un hôpital, une médiathèque sont autant de variantes sur un même thème : transparence, neutralité, uniformité. Des bâtiments, massifs et fluides, conçus sans avoir besoin de savoir ce qu'ils abriteront, et qui pourraient être ici aussi bien que n'importe où ailleurs. Que faire des tours de bureaux de la Défense, de la Part Dieu, ou d'Euralille ? L'expression « flambant neuf » contracte en elle toute leur destinée. Un voyageur écossais, après que les insurgés ont brûlé l'Hôtel de Ville de Paris en mai 1871, atteste la singulière splendeur du pouvoir en flamme : « [...] jamais je n'avais rien imaginé de plus beau ; c'est superbe. Les gens de la Commune sont d'affreux gredins, je n'en disconviens pas ; mais quels artistes ! Et ils n'ont pas eu conscience de leur œuvre ! [...] J'ai vu les ruines d'Amalfi baignées par les flots d'azur de la Méditerranée, les ruines des temples de Tung-hoor dans le Pendjab ; j'ai vu Rome et bien d'autres choses : rien ne peut être comparé à ce que j'ai eu ce soir devant les yeux ».

Il reste bien, pris dans le maillage métropolitain, quelques fragments de ville et quelques résidus de campagne. Mais le vivace, lui, a pris ses quartiers dans les lieux de relégation. Le paradoxe veut que les endroits les plus apparemment inhabitables soient les seuls à être encore habités en quelque façon. Une vieille baraque squattée aura toujours l'air plus peuplée que ces appartements de standing où l'on ne peut que poser ses meubles et perfectionner la déco en attendant le prochain déménagement. Les bidonvilles sont dans bien des mégapoles les derniers lieux vivants, vivables, et sans surprise, aussi, les lieux les plus mortels. Ils sont l'envers du décor électronique de la métropole mondiale. Les cités-dortoirs de la banlieue Nord de Paris, délaissées par une petite bourgeoisie partie à la chasse aux pavillons, rendues à la vie par le chômage de masse, rayonnent plus intensément, désormais, que le Quartier latin. Par le verbe autant que par le feu. L'incendie de novembre 2005 ne naît pas de l'extrême dépossession, comme on l'a tant glosé, mais au contraire de la pleine possession d'un territoire. On peut brûler des voitures parce qu'on s'emmerde, mais pour propager l'émeute un mois durant et maintenir durablement la police en échec, il faut savoir s'organiser, il faut disposer de complicités, connaître le terrain à la perfection, partager un langage et un ennemi commun. Les kilomètres et les semaines n'ont pas empêché la propagation du feu. Aux premiers brasiers en ont répondu d'autres, là où on les attendait le moins. La rumeur ne se met pas sur écoute.

La métropole est le terrain d'un incessant conflit de basse intensité, dont la prise de Bassora, de Mogadiscio ou de Naplouse marquent des points culminants. La ville, pour les militaires, fut longtemps un endroit à éviter, voire à assiéger ; la métropole, elle, est tout à fait compatible avec la guerre. Le conflit armé n'est qu'un moment de sa constante reconfiguration. Les batailles menées par les grandes puissances ressemblent à un travail policier toujours à refaire, dans les trous noirs de la métropole – « que ce soit au Burkina Faso, dans le Bronx du Sud, à Kamagasaki, au Chiapas ou à la Courneuve ». Les « interventions » ne visent pas tant la victoire, ni même à ramener l'ordre et la paix, qu'à la poursuite d'une entreprise de sécurisation toujours-déjà à l'oeuvre. La guerre n'est plus isolable dans le temps, mais se diffracte en une série de micro-opérations, militaires et policières, pour assurer la sécurité. La police et l'armée s'adaptent en parallèle et pas à pas. Un criminologue demande aux CRS de s'organiser en petites unités mobiles et professionnalisées. L'institution militaire, berceau des méthodes disciplinaires, remet en cause son organisation hiérarchique. Un officier de l'OTAN applique, pour son bataillon de grenadiers, une « méthode participative qui implique chacun dans l'analyse, la préparation, l'exécution et l'évaluation d'une action. Le plan est discuté et rediscuté pendant des jours, au fil de l'entraînement et selon les derniers renseignements reçus [...] Rien de tel qu'un plan élaboré en commun pour augmenter l'adhésion comme la motivation ».

Les forces armées ne s'adaptent pas seulement à la métropole, elles la façonnent. Ainsi les soldats israéliens, depuis la bataille de Naplouse, se font-ils architectes d'intérieur. Contraints par la guérilla palestinienne à délaissier les rues, trop périlleuses, ils apprennent à avancer verticalement et horizontalement au sein des constructions urbaines, défonçant murs et plafonds pour s'y mouvoir. Un officier des forces de défense israéliennes, diplômé de philosophie, explique : « L'ennemi interprète l'espace d'une manière classique, traditionnelle et je me refuse à suivre son interprétation et à tomber dans ses pièges. [...] Je veux le surprendre ! Voilà l'essence de la guerre. Je dois gagner [...] Voilà : j'ai choisi la méthodologie qui me fait traverser les murs... Comme un ver qui avance en mangeant ce qu'il trouve sur son chemin. » L'urbain est plus que le théâtre de l'affrontement, il en est le moyen. Cela n'est pas sans rappeler les conseils de Blanqui, cette fois pour le parti de l'insurrection, qui recommandait aux futurs insurgés de Paris d'investir les maisons des rues barricadées pour protéger leurs positions, d'en percer les murs pour les faire communiquer, d'abattre les escaliers du rez-de-chaussée et de trouser les plafonds pour se

défendre d'éventuels assaillants, d'arracher les portes pour en barricader les fenêtres et de faire de chaque étage un poste de tir.

La métropole n'est pas que cet amas urbanisé, cette collision finale de la ville et de la campagne, c'est tout autant un flux d'êtres et de choses. Un courant qui passe par tout un réseau de fibres optiques, de lignes TGV, de satellites, de caméras de vidéosurveillance, pour que jamais ce monde ne s'arrête de courir à sa perte. Un courant qui voudrait tout entraîner dans sa mobilité sans espoir, qui mobilise chacun. Où l'on est assailli d'informations comme par autant de forces hostiles. Où il ne reste plus qu'à courir. Où il devient difficile d'attendre, même une énième rame de métro. La multiplication des moyens de déplacement et de communication nous arrache sans discontinuer à l'ici et au maintenant, par la tentation de toujours être ailleurs. Prendre un TGV, un RER, un téléphone, pour être déjà là-bas. Cette mobilité n'implique qu'arrachement, isolement, exil. Elle serait pour quiconque insupportable si elle n'était pas toujours mobilité de l'espace privé, de l'intérieur portatif. La bulle privée n'éclate pas, elle se met à flotter. Ce n'est pas la fin du cocooning, juste sa mise en mouvement. D'une gare, d'un centre commercial, d'une banque d'affaires, d'un hôtel à l'autre, partout cette étrangeté, si banale, tellement connue qu'elle tient lieu de dernière familiarité. La luxuriance de la métropole est ce brassage aléatoire d'ambiances définies, susceptibles de se recombinaison indéfiniment. Les centres-villes s'y offrent non comme des lieux identiques, mais bien comme des offres originales d'ambiances, parmi lesquelles nous évoluons, choisissant l'une, laissant l'autre, au gré d'une sorte de shopping existentiel entre les styles de bars, de gens, de designs, ou parmi les playlists d'un ipod. « Avec mon lecteur mp3, je suis maître de mon monde. » Pour survivre à l'uniformité environnante, l'unique option est de se reconstituer sans cesse son monde intérieur, comme un enfant qui reconstruirait partout la même cabane. Comme Robinson reproduisant son univers d'épicer sur l'île déserte, à ceci près que notre île déserte est la civilisation même, et que nous sommes des milliards à débarquer sans cesse. Précisément parce qu'elle est cette architecture de flux, la métropole est une des formations humaines les plus vulnérables qui ait jamais existé. Souple, subtile, mais vulnérable. Une fermeture brutale des frontières pour cause d'épidémie furieuse, une carence quelconque dans un ravitaillement vital, un blocage organisé des axes de communication, et c'est tout le décor qui s'effondre, qui ne parvient plus à masquer les scènes de carnages qui le hantent à toute heure. Ce monde n'irait pas si vite s'il n'était pas constamment poursuivi par la proximité de son effondrement. Sa structure en réseau, toute son infrastructure technologique de noeuds et de connexions, son architecture décentralisée voudraient mettre la métropole à l'abri de ses inévitables dysfonctionnements. Internet doit résister à une attaque nucléaire. Le contrôle permanent des flux d'informations, d'hommes et de marchandises doit sécuriser la mobilité métropolitaine, la traçabilité, assurer que jamais ne manque une palette dans un stock de marchandise, que jamais on ne trouve un billet volé dans le commerce ou un terroriste dans l'avion. Grâce à une puce RFID, un passeport biométrique, un fichier ADN. Mais la métropole produit aussi les moyens de sa propre destruction. Un expert en sécurité américain explique la défaite en Irak par la capacité de la guérilla à tirer profit des nouveaux modes de communication. Par leur invasion, les États-Unis n'ont pas tant importé la démocratie que les réseaux cybernétiques. Ils amenaient avec eux l'une des armes de leur défaite. La multiplication des téléphones portables et des points d'accès à Internet a fourni à la guérilla des moyens inédits de s'organiser, et de se rendre elle-même si difficilement attaquable.

À chaque réseau ses points faibles, ses noeuds qu'il faut défaire pour que la circulation s'arrête, pour que la toile implose. La dernière grande panne électrique européenne l'a montré : il aura suffi d'un incident sur une ligne à haute tension pour plonger une bonne partie du continent dans le noir. Le premier geste pour que quelque chose puisse surgir au milieu de la métropole, pour que s'ouvrent d'autres possibles, c'est d'arrêter son *perpetuum mobile*. C'est ce qu'ont compris les rebelles thaïlandais qui font sauter les relais électriques. C'est ce qu'ont compris les anti-CPE, qui ont bloqué les universités pour ensuite tâcher de bloquer l'économie. C'est aussi ce qu'ont compris les dockers américains en grève en octobre 2002 pour le maintien de trois cents emplois, et qui bloquèrent pendant dix jours les principaux ports de la côte Ouest. L'économie américaine est si dépendante des flux tendus en provenance d'Asie que le coût du blocage se montait à un milliard d'euros par jour. À dix mille, on peut faire vaciller la plus grande puissance économique mondiale. Pour certains « experts », si le mouvement s'était prolongé un mois de plus, nous aurions assisté à « un retour à la récession aux États-Unis et un cauchemar économique pour l'Asie du Sud-Est ».

Cinquième cercle

« Moins de biens, plus de liens ! »

Trente ans de chômage de masse, de « crise », de croissance en berne, et l'on voudrait encore nous faire croire en l'économie. Trente ans ponctués, il est vrai, par quelques entractes d'illusion : l'entracte 1981-83, illusion qu'un gouvernement de gauche pourrait faire le bonheur du peuple ; l'entracte des années fric (1986-89), où nous deviendrions tous riches, hommes d'affaires et boursicoteurs ; l'entracte Internet (1998-2001), où nous trouverions tous un emploi virtuel à force de rester branchés, où la France multicolore mais une, multiculturelle et cultivée, remporterait toutes les coupes du monde. Mais voilà, nous, on a dépensé toutes nos réserves d'illusion, on a touché le fond, on est à sec, sinon à découvert.

À force, on a compris ceci : ce n'est pas l'économie qui est en crise, c'est l'économie qui est la crise ; ce n'est pas le travail qui manque, c'est le travail qui est en trop ; tout bien pesé, ce n'est pas la crise, mais la croissance qui nous déprime. Il faut l'avouer : la litanie des cours de Bourse nous touche à peu près autant qu'une messe en latin. Heureusement pour nous, nous sommes un certain nombre à être parvenus à cette conclusion. Nous ne parlons pas de tous ceux qui vivent d'arnaques diverses, de trafics en tout genre ou sont depuis dix ans au RMI. De tous ceux qui ne parviennent plus à s'identifier à leur boulot et se réservent pour leurs loisirs. De tous les placardisés, tous les planqués, tous ceux qui en font le minimum et qui sont un maximum. De tous ceux que frappe cet étrange détachement de masse, que vient encore accentuer l'exemple des retraités et la surexploitation cynique d'une main-d'oeuvre flexibilisée. Nous ne parlons pas d'eux, qui doivent bien pourtant, d'une manière ou d'une autre, arriver à une conclusion voisine. Ce dont nous parlons, c'est de tous ces pays, de ces continents entiers qui ont perdu la foi économique pour avoir vu passer avec pertes et fracas les Boeing du FMI, pour avoir un peu tâté de la Banque mondiale. Rien, là, de cette crise des vocations que subit mollement, en Occident, l'économie. Ce dont il s'agit en Guinée, en Russie, en Argentine, en Bolivie, c'est d'un discrédit violent et durable de cette religion, et de son clergé. « Qu'est-ce qu'un millier d'économistes du FMI gisant au fond de la mer ? – Un bon début », blague-t-on à la Banque mondiale. Plaisanterie russe : « Deux économistes se rencontrent. L'un demande à l'autre : “Tu comprends ce qui se passe ?” Et l'autre de répondre : “Attends, je vais t'expliquer.” “Non, non, reprend le premier, expliquer ce n'est pas difficile, moi aussi je suis économiste. Non, ce que je te demande c'est : est-ce que tu comprends ?” »

Le clergé lui-même feint par pans d'entrer en dissidence et de critiquer le dogme. Le dernier courant un peu vivant de la prétendue « science économique » – courant qui se nomme sans humour l'« économie non autistique » – se fait un métier, désormais, de démonter les usurpations, les tours de passe-passe, les indices frelatés d'une science dont le seul rôle tangible est d'agiter l'ostensoir autour des élucubrations des dominants, d'entourer d'un peu de cérémonie leurs appels à la soumission et enfin, comme l'ont toujours fait les religions, de fournir des explications. Car le malheur général cesse d'être supportable dès qu'il apparaît pour ce qu'il est : sans cause ni raison.

L'argent n'est plus nulle part respecté, ni par ceux qui en ont, ni par ceux qui en manquent. Vingt pour cent des jeunes Allemands, lorsqu'on leur demande ce qu'ils veulent faire plus tard, répondent « artiste ». Le travail n'est plus enduré comme une donnée de la condition humaine. La comptabilité des entreprises avoue qu'elle ne sait plus où naît la valeur. La mauvaise réputation du marché aurait eu raison de lui depuis une bonne décennie, sans la rage et les vastes moyens de ses apologues. Le progrès est partout devenu, dans le sens commun, synonyme de désastre. Tout fuit dans le monde de l'économie, comme tout fuyait en URSS à l'époque d'Andropov. Qui s'est un peu penché sur les dernières années de l'URSS entendra sans peine dans tous les appels au volontarisme de nos dirigeants, dans toutes les envolées sur un avenir dont on a perdu la trace, toutes ces professions de foi dans « la réforme » de tout et n'importe quoi, les premiers craquements dans la structure du Mur. L'effondrement du bloc socialiste n'aura pas consacré le triomphe du capitalisme, mais seulement attesté la faillite de l'une de ses formes. D'ailleurs, la mise à mort de l'URSS n'a pas été le fait d'un peuple en révolte, mais d'une nomenklatura en reconversion. En proclamant la fin du socialisme, une fraction de la classe dirigeante s'est d'abord affranchie de tous les devoirs anachroniques qui la liaient au peuple. Elle a pris le contrôle privé de ce qu'elle contrôlait déjà, mais au nom de tous. « Puisqu'ils font semblant de nous payer, faisons semblant de

travailler », disait-on dans les usines. « Qu'à cela ne tienne, cessons de faire semblant ! », a répondu l'oligarchie. Aux uns, les matières premières, les infrastructures industrielles, le complexe militaro-industriel, les banques, les boîtes de nuit aux autres, la misère ou l'émigration. Comme on n'y croyait plus en URSS sous Andropov, on n'y croit plus aujourd'hui en France dans les salles de réunion, dans les ateliers, dans les bureaux. « Qu'à cela ne tienne ! », répondent patrons et gouvernants, qui ne prennent même plus la peine d'adoucir « les dures lois de l'économie », déménagent une usine dans la nuit pour annoncer au personnel sa fermeture au petit matin et n'hésitent plus à envoyer le GIGN pour faire cesser une grève – comme cela s'est fait dans celle de la SNCM ou lors de l'occupation, l'année dernière, d'un centre de tri à Rennes. Toute l'activité meurtrière du pouvoir présent consiste à gérer cette ruine d'un côté, et de l'autre à poser les bases d'une « nouvelle économie ».

Nous nous y étions bien faits, pourtant, à l'économie. Depuis des générations que l'on nous disciplinait, que l'on nous pacifiait, que l'on avait fait de nous des sujets, naturellement productifs, contents de consommer. Et voilà que se révèle tout ce que nous nous étions efforcés d'oublier : que l'économie est une politique. Et que cette politique, aujourd'hui, est une politique de sélection au sein d'une humanité devenue, dans sa masse, superflue. De Colbert à De Gaulle en passant par Napoléon III, l'État a toujours conçu l'économie comme politique, non moins que la bourgeoisie, qui en tire profit, et les prolétaires, qui l'affrontent. Il n'y a guère que cette étrange strate intermédiaire de la population, ce curieux agrégat sans force de ceux qui ne prennent pas parti, la petite bourgeoisie, qui a toujours fait semblant de croire à l'économie comme à une réalité – parce que sa neutralité en était ainsi préservée. Petits commerçants, petits patrons, petits fonctionnaires, cadres, professeurs, journalistes, intermédiaires de toutes sortes forment en France cette non-classe, cette gélatine sociale composée de la masse de ceux qui voudraient simplement passer leur petite vie privée à l'écart de l'Histoire et de ses tumultes. Ce marais est par prédisposition le champion de la fausse conscience, prêt à tout pour garder, dans son demi-sommeil, les yeux fermés sur la guerre qui fait rage alentour. Chaque éclaircissement du front est ainsi marqué en France par l'invention d'une nouvelle lubie. Durant les dix dernières années, ce fut ATTAC et son invraisemblable taxe Tobin – dont l'instauration aurait réclamé rien moins que la création d'un gouvernement mondial –, son apologie de l'« économie réelle » contre les marchés financiers et sa touchante nostalgie de l'État. La comédie dura ce qu'elle dura, et finit en plate mascarade. Une lubie remplaçant l'autre, voici la décroissance. Si ATTAC avec ses cours d'éducation populaire a essayé de sauver l'économie comme science, la décroissance prétend, elle, la sauver comme morale. Une seule alternative à l'apocalypse en marche, décroître. Consommer et produire moins. Devenir joyeusement frugaux. Manger bio, aller à bicyclette, arrêter de fumer et surveiller sévèrement les produits qu'on achète. Se contenter du strict nécessaire. Simplicité volontaire. « Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain. » « Ne pas puiser dans notre capital naturel. » Aller vers une « économie saine ». « Éviter la régulation par le chaos. » « Ne pas générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme. » Bref : devenir économe. Revenir à l'économie de Papa, à l'âge d'or de la petite bourgeoisie : les années 1950. « Lorsque l'individu devient un bon économe, sa propriété remplit alors parfaitement son office, qui est de lui permettre de jouir de sa vie propre à l'abri de l'existence publique ou dans l'enclos privé de sa vie. »

Un graphiste en pull artisanal boit un cocktail de fruits, entre amis, à la terrasse d'un café ethnique. On est diserts, cordiaux, on plaisante modérément, on ne fait ni trop de bruit ni trop de silence, on se regarde en souriant, un peu béats : on est tellement civilisés. Plus tard, les uns iront biner la terre d'un jardin de quartier tandis que les autres partiront faire de la poterie, du zen ou un film d'animation. On communique dans le juste sentiment de former une nouvelle humanité, la plus sage, la plus raffinée, la dernière. Et on a raison. Apple et la décroissance s'entendent curieusement sur la civilisation du futur. L'idée de retour à l'économie d'antan des uns est le brouillard opportun derrière lequel s'avance l'idée de grand bond en avant technologique des autres. Car dans l'Histoire, les retours n'existent pas. L'exhortation à revenir au passé n'exprime jamais qu'une des formes de conscience de son temps, et rarement la moins bannière des publicitaires dissidents du magazine Casseurs de pub. Les inventeurs de la croissance zéro – le club de Rome en 1972 – étaient eux-mêmes un groupe d'industriels et de fonctionnaires qui s'appuyaient sur un rapport des cybernéticiens du MIT.

Cette convergence n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans la marche forcée pour trouver une relève à l'économie. Le capitalisme a désintégré à son profit tout ce qui subsistait de liens sociaux, il se lance maintenant dans leur reconstruction à neuf sur ses propres bases. La sociabilité métropolitaine actuelle en est l'incubatrice. De la même

façon, il a ravagé les mondes naturels et se lance à présent dans la folle idée de les reconstituer comme autant d'environnements contrôlés, dotés des capteurs adéquats. À cette nouvelle humanité correspond une nouvelle économie, qui voudrait n'être plus une sphère séparée de l'existence mais son tissu, qui voudrait être la matière des rapports humains ; une nouvelle définition du travail comme travail sur soi, et du Capital comme capital humain ; une nouvelle idée de la production comme production de biens relationnels, et de la consommation comme consommation de situations ; et surtout une nouvelle idée de la valeur qui embrasserait toutes les qualités des êtres. Cette « bioéconomie » en gestation conçoit la planète comme un système fermé à gérer, et prétend poser les bases d'une science qui intégrerait tous les paramètres de la vie. Une moderne. La décroissance n'est pas par hasard la telle science pourrait nous faire regretter un jour le bon temps des indices trompeurs où l'on prétendait mesurer le bonheur du peuple à la croissance du PIB, mais où au moins personne n'y croyait.

« Revaloriser les aspects non économiques de la vie » est un mot d'ordre de la décroissance en même temps que le programme de réforme du Capital. Éco-villages, caméras de vidéosurveillance, spiritualité, biotechnologies et convivialité appartiennent au même « paradigme civilisationnel » en formation, celui de l'économie totale engendrée depuis la base. Sa matrice intellectuelle n'est autre que la cybernétique, la science des systèmes, c'est-à-dire de leur contrôle. Pour imposer définitivement l'économie, son éthique du travail et de l'avarice, il avait fallu au cours du XVII^e siècle interner et éliminer toute la faune des oisifs, des mendiants, des sorcières, des fous, des jouisseurs et autres pauvres sans aveu, toute une humanité qui démentait par sa seule existence l'ordre de l'intérêt et de la continence. La nouvelle économie ne s'imposera pas sans une semblable sélection des sujets et des zones aptes à la mutation. Le chaos tant annoncé sera l'occasion de ce tri, ou notre victoire sur ce détestable projet.

Sixième cercle

« L'environnement est un défi industriel »

L'écologie, c'est la découverte de l'année. Depuis trente ans, qu'on laissait ça aux Verts, qu'on en riait grassement le dimanche, pour prendre l'air concerné le lundi. Et voilà qu'elle nous rattrape. Qu'elle envahit les ondes comme un tube en été, parce qu'il fait vingt degrés en décembre. Un quart des espèces de poissons a disparu des océans. Le reste n'en a plus pour longtemps. Alerte de grippe aviaire : on promet d'abattre au vol les oiseaux migrateurs, par centaines de milliers. Le taux de mercure dans le lait maternel est de dix fois supérieur au taux autorisé dans celui des vaches. Et ces lèvres qui gonflent quand je croque dans la pomme – elle venait pourtant du marché. Les gestes les plus simples sont devenus toxiques. On meurt à trente-cinq ans « d'une longue maladie » que l'on gèrera comme on a géré tout le reste. Il aurait fallu tirer les conclusions avant qu'elle ne nous mène là, au pavillon B du centre de soins palliatifs.

Il faut l'avouer : toute cette « catastrophe », dont on nous entretient si bruyamment, ne nous touche pas. Du moins, pas avant qu'elle ne nous frappe par une de ses prévisibles conséquences. Elle nous concerne peut-être mais elle ne nous touche pas. Et c'est bien là la catastrophe.

Il n'y a pas de « catastrophe environnementale ». Il y a cette catastrophe qu'est l'environnement. L'environnement, c'est ce qu'il reste à l'homme quand il a tout perdu. Ceux qui habitent un quartier, une rue, un vallon, une guerre, un atelier, n'ont pas d'« environnement », ils évoluent dans un monde peuplé de présences, de dangers, d'amis, d'ennemis, de points de vie et de points de mort, de toutes sortes d'êtres. Ce monde a sa consistance, qui varie avec l'intensité et la qualité des liens qui nous attachent à tous ces êtres, à tous ces lieux. Il n'y a que nous, enfants de la dépossession finale, exilés de la dernière heure – qui viennent au monde dans des cubes de béton, cueillent des fruits dans les supermarchés et guettent l'écho du monde à la télé – pour avoir un environnement. Il n'y a que nous pour assister à notre propre anéantissement comme s'il s'agissait d'un simple changement d'atmosphère. Pour s'indigner des dernières avancées du désastre, et en dresser patiemment l'encyclopédie.

Ce qui s'est figé en un environnement, c'est un rapport au monde fondé sur la gestion, c'est-à-dire sur l'étrangeté. Un rapport au monde tel que nous ne sommes pas faits aussi bien du bruissement des arbres, des odeurs de friture de l'immeuble, du ruissellement de l'eau, du brouhaha des cours d'école ou de la moiteur

des soirs d'été, un rapport au monde tel qu'il y a moi et mon environnement, qui m'entoure sans jamais me constituer. Nous sommes devenus voisins dans une réunion de copropriété planétaire. On n'imagine guère plus complet enfer.

Aucun milieu matériel n'a jamais mérité le nom d'« environnement », à part peut-être maintenant la métropole. Voix numérisée des annonces vocales, tramway au sifflement si XXI^e siècle, lumière bleutée de réverbère en forme d'allumette géante, piétons grimés en mannequins ratés, rotation silencieuse d'une caméra de vidéo-surveillance, tintement lucide des bornes du métro, des caisses du supermarché, des badgeuses du bureau, ambiance électronique de cybercafé, débauche d'écrans plasma, de voies rapides et de latex. Jamais décor ne se passa si bien des âmes qui le traversent. Jamais milieu ne fut plus automatique. Jamais contexte ne fut plus indifférent et n'exigea en retour, pour y survivre, une si égale indifférence. L'environnement, ce n'est finalement que cela : le rapport au monde propre à la métropole qui se projette sur tout ce qui lui échappe.

La situation est la suivante : on a employé nos pères à détruire ce monde, on voudrait maintenant nous faire travailler à sa reconstruction et que celle-ci soit, pour comble, rentable. L'excitation morbide qui anime désormais journalistes et publicitaires à chaque nouvelle preuve du réchauffement climatique dévoile le sourire d'acier du nouveau capitalisme vert, celui qui s'annonçait depuis les années 1970, que l'on attendait au tournant et qui ne venait pas. Eh bien, le voilà ! L'écologie, c'est lui ! Les solutions alternatives, c'est encore lui ! Le salut de la planète, c'est toujours lui ! Plus aucun doute : le fond de l'air est vert ; l'environnement sera le pivot de l'économie politique du XXI^e siècle. À chaque poussée de catastrophisme correspond désormais une volée de « solutions industrielles ». L'inventeur de la bombe H, Edward Teller, suggère de pulvériser des millions de tonnes de poussière métallique dans la stratosphère pour stopper le réchauffement climatique. La Nasa, frustrée d'avoir dû ranger sa grande idée de bouclier antimissile au musée des fantasmagories de la guerre froide, promet la mise en place au-delà de l'orbite lunaire d'un miroir géant pour nous protéger des désormais funestes rayons du soleil. Autre vision d'avenir : une humanité motorisée roulant au bioéthanol de Sao- Paulo à Stockholm ; un rêve de céréalier beauceron, qui n'implique après tout que la conversion de toutes les terres arables de la planète en champs de soja et de betterave à sucre. Voitures écologiques, énergies propres, consulting environnemental coexistent sans mal avec la dernière publicité Chanel au fil des pages glacées des magazines d'opinion.

C'est que l'environnement a ce mérite incomparable d'être, nous dit-on, le premier problème global qui se pose à l'humanité. Un problème global, c'est-à-dire un problème dont seuls ceux qui sont organisés globalement peuvent détenir la solution. Et ceux-là, on les connaît. Ce sont les groupes qui depuis près d'un siècle sont à l'avant-garde du désastre et comptent bien le rester, au prix minime d'un changement de logo. Qu'EDF ait l'impudence de nous resservir son programme nucléaire comme nouvelle solution à la crise énergétique mondiale dit assez combien les nouvelles solutions ressemblent aux anciens problèmes. Des secrétariats d'État aux arrière-salles des cafés alternatifs, les préoccupations se disent désormais avec les mêmes mots, qui sont au reste les mêmes que toujours. Il s'agit de se mobiliser. Non pour la reconstruction, comme dans l'après-guerre, non pour les Éthiopiens, comme dans les années 1980, non pour l'emploi, comme dans les années 1990. Non, cette fois-ci, c'est pour l'environnement. Il vous dit bien merci. Al Gore, l'écologie à la Hulot et la décroissance se rangent aux côtés des éternelles grandes âmes de la République pour jouer leur rôle de réanimation du petit peuple de gauche et de l'idéalisme bien connu de la jeunesse. L'austérité volontaire en étendard, ils travaillent bénévolement à nous rendre conformes à « l'état d'urgence écologique qui vient ». La masse ronde et gluante de leur culpabilité s'abat sur nos épaules fatiguées et voudrait nous pousser à cultiver notre jardin, à trier nos déchets, à composter bio les restes du festin macabre dans et pour lequel nous avons été pouponnés.

Gérer la sortie du nucléaire, les excédents de CO₂ dans l'atmosphère, la fonte des glaces, les ouragans, les épidémies, la surpopulation mondiale, l'érosion des sols, la disparition massive des espèces vivantes... voilà quel serait notre fardeau. « C'est à chacun que revient de changer ses comportements », disent-ils, si l'on veut sauver notre beau modèle civilisationnel. Il faut consommer peu pour pouvoir encore consommer. Produire bio pour pouvoir encore produire. Il faut s'autocontraindre pour pouvoir encore contraindre. Voilà comment la logique d'un monde entend se survivre en se donnant des airs de rupture historique. Voilà comment on voudrait nous convaincre de participer aux grands défis industriels du siècle en marche. Hébétés que nous sommes, nous serions prêts à sauter dans les bras de ceux-là mêmes qui ont présidé au saccage, pour qu'ils nous sortent de là.

L'écologie n'est pas seulement la logique de l'économie totale, c'est aussi la nouvelle morale du Capital. L'état de crise interne du système et la rigueur de la sélection en cours sont tels qu'il faut à nouveau un critère au nom duquel opérer de pareils tris. L'idée de vertu n'a jamais été, d'époque en époque, qu'une invention du vice. On ne pourrait, sans l'écologie, justifier l'existence dès aujourd'hui de deux filières d'alimentation, l'une « saine et biologique » pour les riches et leurs petits, l'autre notoirement toxique pour la plèbe et ses rejetons promis à l'obésité. L'hyper-bourgeoisie planétaire ne saurait faire passer pour respectable son train de vie si ses derniers caprices n'étaient pas scrupuleusement « respectueux de l'environnement ». Sans l'écologie, rien n'aurait encore assez d'autorité pour faire taire toute objection aux progrès exorbitants du contrôle.

Traçabilité, transparence, certification, éco-taxes, excellence environnementale, police de l'eau laissent augurer de l'état d'exception écologique qui s'annonce. Tout est permis à un pouvoir qui s'autorise de la Nature, de la santé et du bien-être. « Une fois que la nouvelle culture économique et comportementale sera passée dans les mœurs, les mesures coercitives tomberont sans doute d'elles-mêmes. » Il faut tout le ridicule aplomb d'un aventurier de plateau télé pour soutenir une perspective aussi glaçante et nous appeler dans un même temps à avoir suffisamment « mal à la planète » pour nous mobiliser et à rester suffisamment anesthésiés pour assister à tout cela avec retenue et civilité. Le nouvel ascétisme bio est le contrôle de soi qui est requis de tous pour négocier l'opération de sauvetage à quoi le système s'est lui-même acculé. C'est au nom de l'écologie qu'il faudra désormais se serrer la ceinture, comme hier au nom de l'économie. La route pourrait bien sûr se transformer en pistes cyclables, nous pourrions même peut-être, sous nos latitudes, être un jour gratifiés d'un revenu garanti, mais seulement pour prix d'une existence entièrement thérapeutique. Ceux qui prétendent que l'autocontrôle généralisé nous épargnera d'avoir à subir une dictature environnementale mentent : l'un fera le lit de l'autre, et nous aurons les deux.

Tant qu'il y aura l'Homme et l'Environnement, il y aura la police entre eux.

Tout est à renverser dans les discours écologistes. Là où ils parlent de « catastrophes » pour désigner les dérapages du régime actuel de gestion des êtres et des choses, nous ne voyons que la catastrophe de son si parfait fonctionnement. La plus grande vague de famine connue jusqu'alors dans la zone tropicale (1876-1879) coïncide avec une sécheresse mondiale, mais surtout avec l'apogée de la colonisation. La destruction des mondes paysans et des pratiques vivrières avait fait disparaître les moyens de faire face à la pénurie. Plus que le manque d'eau, ce sont les effets de l'économie coloniale en pleine expansion qui ont couvert de millions de cadavres décharnés toute la bande tropicale. Ce qui se présente partout comme catastrophe écologique n'a jamais cessé d'être, en premier lieu, la manifestation d'un rapport au monde désastreux. Ne rien habiter nous rend vulnérables au moindre cahot du système, au moindre aléa climatique. Pendant qu'à l'approche du dernier tsunami les touristes continuaient de batifoler dans les flots, les chasseurs-cueilleurs des îles se hâtaient de fuir les côtes à la suite des oiseaux. Le paradoxe présent de l'écologie, c'est que sous prétexte de sauver la Terre, elle ne sauve que le fondement de ce qui en a fait cet astre désolé.

La régularité du fonctionnement mondial recouvre en temps normal notre état de dépossession proprement catastrophique. Ce que l'on appelle « catastrophe » n'est que la suspension forcée de cet état, l'un de ces rares moments où nous regagnons quelque présence au monde. Qu'on arrive plus tôt que prévu au bout des réserves de pétrole, que s'interrompent les flux internationaux qui maintiennent le tempo de la métropole, que l'on aille au-devant de grands dérèglements sociaux, qu'advienne l'« ensauvagement des populations », la « menace planétaire », la « fin de la civilisation » ! N'importe quelle perte de contrôle est préférable à tous les scénarios de gestion de crise. Les meilleurs conseils, dès lors, ne sont pas à chercher du côté des spécialistes en développement durable. C'est dans les dysfonctionnements, les courts-circuits du système qu'apparaissent les éléments de réponse logiques à ce qui pourrait cesser d'être un problème. Parmi les signataires du protocole de Kyoto, les seuls pays à ce jour qui remplissent leurs engagements sont, bien malgré eux, l'Ukraine et la Roumanie. Devinez pourquoi. L'expérimentation la plus avancée à l'échelle mondiale en fait d'agriculture « biologique » se tient depuis 1989 sur l'île de Cuba. Devinez pourquoi. C'est le long des pistes africaines, et pas ailleurs, que la mécanique automobile s'est élevée au rang d'art populaire. Devinez comment.

Ce qui rend la crise désirable, c'est qu'en elle l'environnement cesse d'être l'environnement. Nous sommes acculés à renouer un contact, fût-il fatal, avec ce qui est là, à retrouver les rythmes de la réalité. Ce qui nous entoure n'est plus paysage, panorama, théâtre, mais bien ce qu'il nous est donné d'habiter, avec quoi nous

devons composer, et dont nous pouvons apprendre. Nous ne nous laisserons pas dérober par ceux qui l'ont causée les possibles contenus dans la « catastrophe ». Là où les gestionnaires s'interrogent platoniquement sur comment renverser la vapeur « sans casser la baraque », nous ne voyons d'autre option réaliste que de « casser la baraque » au plus tôt, et de tirer parti, d'ici là, de chaque effondrement du système pour gagner en force.

La Nouvelle-Orléans, quelques jours après le passage de l'ouragan Katrina. Dans cette atmosphère d'apocalypse, une vie, çà et là, se réorganise. Devant l'inaction des pouvoirs publics, plus occupés à nettoyer les quartiers touristiques du « Carré français » et à en protéger les magasins qu'à venir en aide aux habitants pauvres de la ville, des formes oubliées renaissent. Malgré les tentatives parfois musclées de faire évacuer la zone, malgré les parties de « chasse au nègre » ouvertes pour l'occasion par des milices suprématises, beaucoup n'ont pas voulu abandonner le terrain. Pour ceux-là, qui ont refusé d'être déportés comme « réfugiés environnementaux » aux quatre coins du pays et pour ceux qui, d'un peu partout, ont décidé de les rejoindre par solidarité à l'appel d'un ancien Black Panther, resurgit l'évidence de l'auto-organisation. En l'espace de quelques semaines est mise sur pied la Common Ground Clinic. Ce véritable hôpital de campagne dispense dès les premiers jours des soins gratuits et toujours plus performants grâce à l'afflux incessant de volontaires. Depuis un an maintenant, la clinique est à la base d'une résistance quotidienne à l'opération de table rase menée par les bulldozers du gouvernement en vue de livrer toute cette partie de la ville en pâture aux promoteurs. Cuisines populaires, ravitaillement, médecine de rue, réquisitions sauvages, construction d'habitats d'urgence : tout un savoir pratique accumulé par les uns et les autres au fil de la vie a trouvé là l'espace de se déployer. Loin des uniformes et des sirènes.

Qui a connu la joie démunie de ces quartiers de la Nouvelle-Orléans avant la catastrophe, la défiance vis-à-vis de l'État qui y régnait déjà et la pratique massive de la débrouille qui y avait cours ne sera pas étonné que tout cela y ait été possible. Qui, à l'opposé, se trouve pris dans le quotidien anémié et atomisé de nos déserts résidentiels pourra douter qu'il s'y trouve une telle détermination. Renouer avec ces gestes enfouis sous des années de vie normalisée est pourtant la seule voie praticable pour ne pas sombrer avec ce monde. Et que vienne un temps dont on s'éprenne.

Septième cercle

« Ici on construit un espace civilisé »

La première boucherie mondiale, celle qui, de 1914 à 1918, a permis de se débarrasser en un coup d'une large part du prolétariat des campagnes et des villes, a été conduite au nom de la liberté, de la démocratie et de la civilisation. C'est en apparence au nom des mêmes valeurs que se poursuit depuis cinq ans, d'assassinats ciblés en opérations spéciales, la fameuse « guerre contre le terrorisme ». Le parallèle s'arrête ici : aux apparences. La civilisation n'est plus cette évidence que l'on transporte chez les indigènes sans autre forme de procès. La liberté n'est plus ce nom que l'on écrit sur les murs, suivi qu'il est, comme son ombre désormais, par celui de « sécurité ». Et la démocratie est de notoriété générale soluble dans les plus pures législations d'exception – par exemple, dans le rétablissement officiel de la torture aux États-Unis ou la loi Perben II en France.

En un siècle, la liberté, la démocratie et la civilisation ont été ramenées à l'état d'hypothèses. Tout le travail des dirigeants consiste dorénavant à ménager les conditions matérielles et morales, symboliques et sociales où ces hypothèses sont à peu près validées, à configurer des espaces où elles ont l'air de fonctionner. Tous les moyens sont bons à cette fin, y compris les moins démocratiques, les moins civilisés, les plus sécuritaires. C'est qu'en un siècle la démocratie a régulièrement présidé à la mise au monde des régimes fascistes, que la civilisation n'a cessé de rimer, sur des airs de Wagner ou d'Iron Maiden, avec extermination, et que la liberté prit un jour de 1929 le double visage d'un banquier qui se défenestre et d'une famille d'ouvriers qui meurt de faim. On a convenu depuis lors – disons : depuis 1945 – que la manipulation des masses, l'activité des services secrets, la restriction des libertés publiques et l'entière souveraineté des différentes polices appartenaient aux moyens propres à assurer la démocratie, la liberté et la civilisation. Au dernier stade de cette évolution, on a le premier maire socialiste de Paris qui met une dernière main à la pacification urbaine, à l'aménagement policier

d'un quartier populaire, et s'explique en mots soigneusement calibrés : « Ici on construit un espace civilisé. » Il n'y a rien à y redire, tout à y détruire.

Sous ses airs de généralité, cette question de la civilisation n'a rien d'une question philosophique. Une civilisation n'est pas une abstraction qui surplombe la vie. C'est aussi bien ce qui régit, investit, colonise l'existence la plus quotidienne, la plus personnelle. C'est ce qui tient ensemble la dimension la plus intime et la plus générale. En France, la civilisation est inséparable de l'État. Plus un État est fort et ancien, moins il est une superstructure, l'exosquelette d'une société, et plus il est en fait la forme des subjectivités qui le peuplent. L'État français est la trame même des subjectivités françaises, l'aspect qu'a pris la multiséculaire castration de ses sujets. Il ne faut pas s'étonner, après cela, que l'on y délire si souvent le monde dans les hôpitaux psychiatriques à partir des figures politiques, que l'on s'entende pour voir dans nos dirigeants l'origine de tous nos maux, que l'on se plaise tant à grogner contre eux et que cette façon de grogner soit l'acclamation par quoi nous les intronisons comme nos maîtres. Car ici on ne se soucie pas de la politique comme d'une réalité étrangère mais comme d'une part de soi-même. La vie dont nous investissons ces figures est celle-là même qui nous a été ravie.

S'il y a une exception française, elle dérive de là. Il n'y a pas jusqu'au rayonnement mondial de la littérature française qui ne soit le fruit de cette amputation. La littérature est en France l'espace que l'on a souverainement accordé au divertissement des castrés. Elle est la liberté formelle que l'on a concédée à ceux qui ne se font pas au néant de leur liberté réelle. D'où les œillades obscènes que ne cessent de s'adresser depuis des siècles, dans ce pays, hommes d'État et hommes de lettres, les uns empruntant volontiers le costume des autres, et réciproquement. D'où aussi que les intellectuels y aient coutume de parler si haut quand ils sont si bas, et de faillir toujours au moment décisif, le seul qui aurait rendu un sens à leur existence mais qui les aurait aussi mis au ban de leur profession. C'est une thèse défendue et défendable que la littérature moderne naît avec Baudelaire, Heine et Flaubert, comme contrecoup du massacre d'État de juin 1848. C'est dans le sang des insurgés parisiens et contre le silence qui entoure la tuerie que naissent les formes littéraires modernes – spleen, ambivalence, fétichisme de la forme et détachement morbide. L'affection névrotique que les Français vouent à leur République – celle au nom de quoi toute bavure retrouve sa dignité, et n'importe quelle crapulerie ses lettres de noblesse – prolonge à chaque instant le refoulement des sacrifices fondateurs. Les journées de juin 1848 – mille cinq cents morts durant les combats, mais plusieurs milliers d'exécutions sommaires parmi les prisonniers, l'Assemblée qui accueille la reddition de la dernière barricade au cri de « Vive la République ! » – et la Semaine sanglante sont des taches de naissance qu'aucune chirurgie n'a l'art d'effacer.

Kojève écrivait en 1945 :

« L'idéal politique "officiel" de la France et des Français est aujourd'hui encore celui de l'État-nation, de la "République une et indivisible". D'autre part, dans les profondeurs de son âme, le pays se rend compte de l'insuffisance de cet idéal, de l'anachronisme politique de l'idée strictement "nationale". Certes, ce sentiment n'a pas encore atteint le niveau d'une idée claire et distincte : le pays ne peut pas, et ne veut pas encore le formuler ouvertement. D'ailleurs, en raison même de l'éclat hors pair de son passé national, il est particulièrement difficile pour la France de reconnaître clairement et d'accepter franchement le fait de la fin de la période "nationale" de l'Histoire et d'en tirer toutes les conséquences. Il est dur pour un pays qui a créé de toutes pièces l'armature idéologique du nationalisme et qui l'a exportée dans le monde entier, de reconnaître qu'il ne s'agit là désormais que d'une pièce à classer dans les archives historiques. »

La question de l'État-nation et de son deuil forme le coeur de ce qu'il faut bien appeler, depuis plus d'un demi-siècle, le malaise français. On nomme poliment « alternance » cet atermoiement tétanisé, cette façon de passer pendulairement de gauche à droite, puis de droite à gauche comme la phase maniaque suit la phase dépressive et en prépare une autre, comme cohabitent en France la plus oratoire critique de l'individualisme et le cynisme le plus farouche, la plus grande générosité et la hantise des foules. Depuis 1945, ce malaise qui n'a eu l'air de se dissiper qu'à la faveur de mai 68 et de sa ferveur insurrectionnelle, n'a cessé de s'approfondir. L'ère des États, des nations et des républiques se referme ; le pays qui leur a sacrifié tout ce qu'il contenait de vivace reste abasourdi. À la déflagration qu'a causée la simple phrase de Jospin « l'État ne peut pas tout », on devine

celle que produira tôt ou tard la révélation qu'il ne peut plus rien. Ce sentiment d'avoir été floué ne cesse de grandir et de se gangrener. Il fonde la rage latente qui monte à tout propos. Le deuil qui n'a pas été fait de l'ère des nations est la clef de l'anachronisme français, et des possibilités révolutionnaires qu'il tient en réserve.

Quel qu'en soit le résultat, le rôle des prochaines élections présidentielles est de donner le signal de la fin des illusions françaises, de faire éclater la bulle historique dans laquelle nous vivons et qui rend possible des événements comme ce mouvement contre le CPE que l'on scrute de l'étranger comme un mauvais rêve échappé des années 1970. C'est pourquoi personne ne veut, au fond, de ces élections. La France est bien la lanterne rouge de la zone occidentale.

L'Occident, aujourd'hui, c'est un GI qui fonce sur Falloudja à bord d'un char Abraham M1 en écoutant du hard rock à plein tube. C'est un touriste perdu au milieu des plaines de la Mongolie, moqué de tous et qui serre sa Carte Bleue comme son unique planche de salut. C'est un manager qui ne jure que par le jeu de go. C'est une jeune fille qui cherche son bonheur parmi les fringues, les mecs et les crèmes hydratantes. C'est un militant suisse des droits de l'homme qui se rend aux quatre coins de la planète, solidaire de toutes les révoltes pourvu qu'elles soient défaites. C'est un Espagnol qui se fout pas mal de la liberté politique depuis qu'on lui a garanti la liberté sexuelle. C'est un amateur d'art qui offre à l'admiration médusée, et comme dernière expression de génie moderne, un siècle d'artistes qui, du surréalisme à l'actionisme viennois, rivalisent du crachat le mieux ajusté à la face de la civilisation. C'est enfin un cybernéticien qui a trouvé dans le bouddhisme une théorie réaliste de la conscience et un physicien des particules qui est allé chercher dans la métaphysique hindouiste l'inspiration de ses dernières trouvailles. L'Occident, c'est cette civilisation qui a survécu à toutes les prophéties sur son effondrement par un singulier stratagème. Comme la bourgeoisie a dû se nier en tant que classe pour permettre l'embourgeoisement de la société, de l'ouvrier au baron. Comme le capital a dû se sacrifier en tant que rapport salarial pour s'imposer comme rapport social, devenant ainsi capital culturel et capital santé autant que capital financier. Comme le christianisme a dû se sacrifier en tant que religion pour se survivre comme structure affective, comme injonction diffuse à l'humilité, à la compassion et à l'impuissance, l'Occident s'est sacrifié en tant que civilisation particulière pour s'imposer comme culture universelle. L'opération se résume ainsi : une entité à l'agonie se sacrifie comme contenu pour se survivre en tant que forme.

L'individu en miettes se sauve en tant que forme grâce aux technologies « spirituelles » du coaching. Le patriarcat, en chargeant les femmes de tous les pénibles attributs du mâle : volonté, contrôle de soi, insensibilité. La société désintégrée, en propageant une épidémie de sociabilité et de divertissement. Ce sont ainsi toutes les grandes fictions périmées de l'Occident qui se maintiennent par des artifices qui les démentent point par point.

Il n'y a pas de « choc des civilisations ». Ce qu'il y a, c'est une civilisation en état de mort clinique, sur laquelle on déploie tout un appareillage de survie artificielle, et qui répand dans l'atmosphère planétaire une peste caractéristique. À ce point, il n'y a pas une seule de ses « valeurs » à quoi elle arrive encore à croire en quelque façon, et toute affirmation lui fait l'effet d'un acte d'impudence, d'une provocation qu'il convient de dépecer, de déconstruire, et de ramener à l'état de doute. L'impérialisme occidental, aujourd'hui, c'est celui du relativisme, du c'est ton « point de vue », c'est le petit regard en coin ou la protestation blessée contre tout ce qui est assez bête, assez primitif ou assez suffisant pour croire encore à quelque chose, pour affirmer quoi que ce soit. C'est ce dogmatisme du questionnement qui cligne d'un œil complice dans toute l'intelligentsia universitaire et littéraire. Aucune critique n'est trop radicale parmi les intelligences postmodernistes, tant qu'elle enveloppe un néant de certitude. Le scandale, il y a un siècle, résidait dans toute négation un peu tapageuse, elle réside aujourd'hui dans toute affirmation qui ne tremble pas.

Aucun ordre social ne peut durablement se fonder sur le principe que rien n'est vrai. Aussi, il faut le faire tenir. L'application à toute chose, de nos jours, du concept de « sécurité » exprime ce projet d'intégrer aux êtres mêmes, aux conduites et aux lieux l'ordre idéal à quoi ils ne sont plus prêts à se soumettre. « Rien n'est vrai » ne dit rien du monde, mais tout du concept occidental de vérité. La vérité, ici, n'est pas conçue comme un attribut des êtres ou des choses, mais de leur représentation. Est tenue pour vraie une représentation conforme à l'expérience. La science est en dernier ressort cet empire de l'universelle vérification. Or toutes les conduites humaines, des plus ordinaires aux plus savantes, reposent sur un socle d'évidences inégalement formulées, toutes les pratiques partent d'un point où choses et représentations sont indistinctement liées, il entre dans toute vie une dose de vérité qu'ignore le concept occidental. On peut bien parler, ici, de « vrais gens », c'est

invariablement pour se moquer de ces pauvres d'esprit. De là que les Occidentaux sont universellement tenus par ceux qu'ils ont colonisés pour des menteurs et des hypocrites. De là qu'on leur envie ce qu'ils ont, leur avance technologique, jamais ce qu'ils sont, que l'on méprise à juste titre. On ne pourrait enseigner Sade, Nietzsche et Artaud dans les lycées si l'on n'avait disqualifié par avance cette notion-là de vérité. Contenir sans fin toutes les affirmations, désactiver pas à pas toutes les certitudes qui viennent fatalement à se faire jour, tel est le long travail de l'intelligence occidentale. La police et la philosophie en sont deux moyens convergents quoique formellement distincts.

Bien entendu, l'impérialisme du relatif trouve dans n'importe quel dogmatisme vide, dans n'importe quel marxisme-léninisme, n'importe quel salafisme, dans n'importe quel néo-nazisme, un adversaire à sa mesure : quelqu'un qui, comme les Occidentaux, confond affirmation et provocation.

À ce stade, une contestation strictement sociale, qui refuse de voir que ce qui nous fait face n'est pas la crise d'une société mais l'extinction d'une civilisation, se rend par là complice de sa perpétuation. C'est même une stratégie courante désormais que de critiquer cette société dans le vain espoir de sauver cette civilisation.

Voilà. Nous avons un cadavre sur le dos, mais on ne s'en débarrasse pas comme ça. Il n'y a rien à attendre de la fin de la civilisation, de sa mort clinique. Telle quelle, elle ne peut intéresser que les historiens. C'est un fait, il faut en faire une décision. Les faits sont escamotables, la décision est politique. Décider la mort de la civilisation, prendre en main comment cela arrive : seule la décision nous délestera du cadavre.

En route !

Une insurrection, nous ne voyons même plus par où ça commence. Soixante ans de pacification, de suspension des bouleversements historiques, soixante ans d'anesthésie démocratique et de gestion des événements ont affaibli en nous une certaine perception abrupte du réel, le sens partisan de la guerre en cours. C'est cette perception qu'il faut recouvrer, pour commencer.

Il n'y a pas à s'indigner du fait que s'applique depuis cinq ans une loi aussi notoirement anticonstitutionnelle que la loi sur la Sécurité quotidienne. Il est vain de protester légalement contre l'implosion achevée du cadre légal. Il faut s'organiser en conséquence.

Il n'y a pas à s'engager dans tel ou tel collectif citoyen, dans telle ou telle impasse d'extrême gauche, dans la dernière imposture associative. Toutes les organisations qui prétendent contester l'ordre présent ont elles-mêmes, en plus fantôme, la forme, les moeurs et le langage d'États miniatures. Toutes les velléités de « faire de la politique autrement » n'ont jamais contribué, à ce jour, qu'à l'extension indéfinie des pseudopodes étatiques.

Il n'y a plus à réagir aux nouvelles du jour, mais à comprendre chaque information comme une opération dans un champ hostile de stratégies à déchiffrer, opération visant justement à susciter chez tel ou tel, tel ou tel type de réaction ; et à tenir cette opération pour la véritable information contenue dans l'information apparente.

Il n'y a plus à attendre – une éclaircie, la révolution, l'apocalypse nucléaire ou un mouvement social. Attendre encore est une folie. La catastrophe n'est pas ce qui vient, mais ce qui est là. Nous nous situons d'ores et déjà dans le mouvement d'effondrement d'une civilisation. C'est là qu'il faut prendre parti.

Ne plus attendre, c'est d'une manière ou d'une autre entrer dans la logique insurrectionnelle. C'est entendre à nouveau, dans la voix de nos gouvernants, le léger tremblement de terreur qui ne les quitte jamais. Car gouverner n'a jamais été autre chose que repousser par mille subterfuges le moment où la foule vous pendra, et tout acte de gouvernement rien qu'une façon de ne pas perdre le contrôle de la population.

Nous partons d'un point d'extrême isolement, d'extrême impuissance. Tout est à bâtir d'un processus insurrectionnel. Rien ne paraît moins probable qu'une insurrection, mais rien n'est plus nécessaire.

Se trouver

S'attacher à ce que l'on éprouve comme vrai. Partir de là.

Une rencontre, une découverte, un vaste mouvement de grève, un tremblement de terre : tout événement produit de la vérité, en altérant notre façon d'être au monde. Inversement, un constat qui nous est indifférent, qui nous laisse inchangés, qui n'engage à rien, ne mérite pas encore le nom de vérité. Il y a une vérité sous-jacente à chaque geste, à chaque pratique, à chaque relation, à chaque situation. L'habitude est de l'éluder, de gérer, ce qui produit l'égarément caractéristique du plus grand nombre dans cette époque. En fait, tout engage à tout. Le sentiment de vivre dans le mensonge est encore une vérité. Il s'agit de ne pas le lâcher, de partir de là, même. Une vérité n'est pas une vue sur le monde mais ce qui nous tient liés à lui de façon irréductible. Une vérité n'est pas quelque chose que l'on détient mais quelque chose qui nous porte. Elle me fait et me défait, elle me constitue et me destitue comme individu, elle m'éloigne de beaucoup et m'apparente à ceux qui l'éprouvent. L'être isolé qui s'y attache rencontre fatalement quelques-uns de ses semblables. En fait, tout processus insurrectionnel part d'une vérité sur laquelle on ne cède pas. Il s'est vu à Hambourg, dans le cours des années 1980, qu'une poignée d'habitants d'une maison occupée décide que dorénavant il faudrait leur passer sur le corps pour les expulser. Il y eut un quartier assiégé de tanks et d'hélicoptères, des journées de bataille de rue, des manifestations monstres – et une mairie qui, finalement, capitula. Georges Guingouin, le « premier maquisard de France », n'eut en 1940 pour point de départ que la certitude de son refus de l'occupation. Il n'était alors, pour le Parti communiste, qu'un « fou qui vit dans les bois » ; jusqu'à ce qu'ils soient 20 000, de fous à vivre dans les bois, et à libérer Limoges.

Ne pas reculer devant ce que toute amitié amène de politique.

On nous a fait à une idée neutre de l'amitié, comme pure affection sans conséquence. Mais toute affinité est affinité dans une commune vérité. Toute rencontre est rencontre dans une commune affirmation, fût-ce celle de la destruction. On ne se lie pas innocemment dans une époque où tenir à quelque chose et n'en pas démordre conduit régulièrement au chômage, où il faut mentir pour travailler, et travailler, ensuite, pour conserver les moyens du mensonge. Des êtres qui, partant de la physique quantique, se jureraient d'en tirer en tous domaines toutes les conséquences ne se lieraient pas d'une façon moins politique que des camarades qui mènent une lutte contre une multinationale de l'agroalimentaire. Ils seraient amenés, tôt ou tard, à la défection, et au combat. Les initiateurs du mouvement ouvrier avaient l'atelier puis l'usine pour se trouver. Ils avaient la grève pour se compter et démasquer les jaunes. Ils avaient le rapport salarial, qui met aux prises le parti du Capital et le parti du Travail, pour tracer des solidarités et des fronts à l'échelle mondiale. Nous avons la totalité de l'espace social pour nous trouver. Nous avons les conduites quotidiennes d'insoumission pour nous compter et démasquer les jaunes. Nous avons l'hostilité à cette civilisation pour tracer des solidarités et des fronts à l'échelle mondiale.

Ne rien attendre des organisations. Se défier de tous les milieux existants, et d'abord d'en devenir un.

Il n'est pas rare que l'on croise, dans le cours d'une désaffiliation conséquente, les organisations – politiques, syndicales, humanitaires, associatives, etc. Il arrive même que l'on y croise quelques êtres sincères mais désespérés, ou enthousiastes mais roublards. L'attrait des organisations tient dans leur consistance apparente – elles ont une histoire, un siège, un nom, des moyens, un chef, une stratégie et un discours. Elles n'en restent pas moins des architectures vides, que peine à peupler le respect dû à leurs origines héroïques. En toute chose comme en chacun de leurs échelons, c'est d'abord de leur survie en tant qu'organisations qu'elles s'occupent, et de rien d'autre. Leurs trahisons répétées leur ont donc le plus souvent aliéné l'attachement de leur propre base. Et c'est pourquoi l'on y rencontre parfois quelques êtres estimables. Mais la promesse que contient la rencontre ne pourra se réaliser qu'au dehors de l'organisation et, nécessairement, contre elle.

Bien plus redoutables sont les milieux, avec leur texture souple, leurs ragots et leurs hiérarchies informelles. Tous les milieux sont à fuir. Chacun d'entre eux est comme préposé à la neutralisation d'une vérité. Les milieux

littéraires sont là pour étouffer l'évidence des écrits. Les milieux libertaires celle de l'action directe. Les milieux scientifiques pour retenir ce que leurs recherches impliquent dès aujourd'hui pour le plus grand nombre. Les milieux sportifs pour contenir dans leurs gymnases les différentes formes de vie que devraient engendrer les différentes formes de sport. Sont tout particulièrement à fuir les milieux culturels et les milieux militants. Ils sont les deux mouvoirs où viennent traditionnellement s'échouer tous les désirs de révolution. La tâche des milieux culturels est de repérer les intensités naissantes et de vous soustraire, en l'exposant, le sens de ce que vous faites ; la tâche des milieux militants, de vous ôter l'énergie de le faire. Les milieux militants étendent leur maillage diffus sur la totalité du territoire français, se trouvent sur le chemin de tout devenir révolutionnaire. Ils ne sont porteurs que du nombre de leurs échecs, et de l'amertume qu'ils en conçoivent. Leur usure, comme l'excès de leur impuissance, les ont rendus inaptes à saisir les possibilités du présent. On y parle bien trop, au reste, afin de meubler une passivité malheureuse ; et cela les rend peu sûrs policièrement. Comme il est vain d'espérer d'eux quelque chose, il est stupide d'être déçu de leur sclérose. Il suffit de les laisser à leur crevaison.

Tous les milieux sont contre-révolutionnaires, parce que leur unique affaire est de préserver leur mauvais confort.

Se constituer en communes.

La commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble. La commune, c'est peut-être ce qui se décide au moment où il serait d'usage de se séparer. C'est la joie de la rencontre qui survit à son étouffement de rigueur. C'est ce qui fait qu'on se dit « nous », et que c'est un événement. Ce qui est étrange n'est pas que des êtres qui s'accordent forment une commune, mais qu'ils restent séparés.

Pourquoi les communes ne se multiplieraient pas à l'infini ? Dans chaque usine, dans chaque rue, dans chaque village, dans chaque école. Enfin le règne des comités de base ! Mais des communes qui accepteraient d'être ce qu'elles sont là où elles sont. Et si possible, une multiplicité de communes qui se substitueraient aux institutions de la société : la famille, l'école, le syndicat, le club sportif, etc. Des communes qui ne craindraient pas, outre leurs activités proprement politiques, de s'organiser pour la survie matérielle et morale de chacun de leurs membres et de tous les paumés qui les entourent. Des communes qui ne se définiraient pas – comme le font généralement les collectifs – par un dedans et un dehors, mais par la densité des liens en leur sein. Non par les personnes qui les composent, mais par l'esprit qui les anime. Une commune se forme chaque fois que quelques-uns, affranchis de la camisole individuelle, se prennent à ne compter que sur eux-mêmes et à mesurer leur force à la réalité. Toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement sur des bases nettes est une commune, les comités d'action de 68 étaient des communes comme l'étaient les villages d'esclaves marrons aux États-Unis, ou bien encore radio Alice, à Bologne, en 1977. Toute commune veut être à elle-même sa propre base. Elle veut dissoudre la question des besoins. Elle veut briser, en même temps que toute dépendance économique, toute sujétion politique, et dégénère en milieu dès qu'elle perd le contact avec les vérités qui la fondent. Il y a toutes sortes de communes, qui n'attendent ni le nombre, ni les moyens, encore moins le « bon moment » qui ne vient jamais, pour s'organiser.

S'organiser

S'organiser pour ne plus devoir travailler.

Les planques se font rares, et à vrai dire, c'est bien souvent perdre trop de temps encore que de continuer à s'y ennuyer. Elles se signalent en outre par de piètres conditions de sieste et de lecture. On sait que l'individu existe si peu qu'il doit gagner sa vie, qu'il doit échanger son temps contre un peu d'existence sociale. Du temps personnel, pour de l'existence sociale : voilà le travail, voilà le marché. Le temps de la commune échappe d'emblée au travail, il ne marche pas dans la combine, il lui en préférera d'autres. Des groupes de piqueteros argentins soutirent collectivement une sorte de RMI local conditionné par quelques heures de travail ; ils ne font pas les heures,

mettent en commun leurs gains et se dotent d'ateliers de confection, d'une boulangerie, mettent en place les jardins dont ils ont besoin.

Il y a de l'argent à aller chercher pour la commune, aucunement à devoir gagner sa vie. Toutes les communes ont leurs caisses noires. Les combines sont multiples. Outre le RMI, il y a les allocations, les arrêts maladie, les bourses d'études cumulées, les primes soutirées pour des accouchements fictifs, tous les trafics, et tant d'autres moyens qui naissent à chaque mutation du contrôle. Il ne tient pas à nous de les défendre, ni de nous installer dans ces abris de fortune ou de les préserver comme un privilège d'initié. Ce qu'il est important de cultiver, de diffuser, c'est cette nécessaire disposition à la fraude, et d'en partager les innovations. Pour les communes, la question du travail ne se pose qu'en fonction des autres revenus existants. Il ne faut pas négliger tout ce qu'au passage certains métiers, formations ou postes bien placés procurent de connaissances utiles.

L'exigence de la commune, c'est de libérer pour tous le plus de temps possible. Exigence qui ne se compte pas seulement, pas essentiellement, en nombre d'heures vierges de toute exploitation salariale. Le temps libéré ne nous met pas en vacance. Le temps vacant, le temps mort, le temps du vide et de la peur du vide, c'est le temps du travail. Il n'y a plus désormais un temps à remplir, mais une libération d'énergie qu'aucun « temps » ne contient ; des lignes qui se dessinent, qui s'accusent, que nous pouvons suivre à loisir, jusqu'au bout, jusqu'à les voir en croiser d'autres.

Piller, cultiver, fabriquer.

Des anciens de Metaleurop se font braqueurs plutôt que matons. Des employés d'EDF font passer à leurs proches de quoi truquer les compteurs. Le matériel « tombé du camion » se revend à tout va. Un monde qui se proclame si ouvertement cynique ne pouvait s'attendre de la part des prolétaires à beaucoup de loyauté.

D'un côté, une commune ne peut tabler sur l'éternité de l'« État providence », de l'autre elle ne peut compter vivre longtemps du vol à l'étalage, de la récup' dans les poubelles des supermarchés ou nuitamment dans les entrepôts des zones industrielles, du détournement de subventions, des arnaques aux assurances et autres fraudes, bref : du pillage. Elle doit donc se soucier d'accroître en permanence le niveau et l'étendue de son auto-organisation. Que les tours, les fraiseuses, les photocopieuses vendus au rabais à la fermeture d'une usine servent en retour à appuyer quelque conspiration contre la société marchande, rien ne serait plus logique.

Le sentiment de l'imminence de l'effondrement est partout si vif de nos jours que l'on peine à dénombrer toutes les expérimentations en cours en fait de construction, d'énergie, de matériaux, d'illégalisme ou d'agriculture. Il y a là tout un ensemble de savoirs et de techniques qui n'attend que d'être pillé et arraché à son emballage moraliste, caillera ou écolo. Mais cet ensemble n'est encore qu'une partie de toutes les intuitions, de tous les savoir-faire, de cette ingéniosité propre aux bidonvilles qu'il nous faudra bien déployer si nous comptons repeupler le désert métropolitain et assurer la viabilité à moyen terme d'une insurrection. Comment communiquer et se mouvoir dans une interruption totale des flux ? Comment restaurer les cultures vivrières des zones rurales jusqu'à ce qu'elles puissent à nouveau supporter les densités de peuplement qu'elles avaient encore il y a soixante ans ? Comment transformer des espaces bétonnés en potagers urbains, comme Cuba l'a fait pour pouvoir soutenir l'embargo américain et la liquidation de l'URSS ?

Former et se former.

Nous qui avons tant usé des loisirs autorisés par la démocratie marchande, que nous en est-il resté ? Qu'est-ce qui a bien pu un jour nous pousser à aller jogger le dimanche matin ? Qu'est-ce qui tient tous ces fanatiques de karaté, ces fondus de bricolage, de pêche ou de mycologie ? Quoi, sinon la nécessité de remplir un complet désœuvrement, de reconstituer sa force de travail ou son « capital santé » ? La plupart des loisirs pourraient aisément se dépouiller de leur caractère d'absurdité, et devenir autre chose que des loisirs. La boxe n'a pas toujours été réservée à faire des démonstrations pour le Téléthon ou à donner des matchs à grand spectacle.

La Chine du début du XXe siècle, dépeçée par des hordes de colons et affamée par de trop longues sécheresses, a vu des centaines de milliers de paysans pauvres s'organiser autour d'innombrables clubs de boxe à ciel ouvert pour reprendre aux riches et aux colons ce dont ils avaient été spoliés. Ce fut la révolte des boxers. Il ne sera

jamais trop tôt pour apprendre et pratiquer ce que des temps moins pacifiés, moins prévisibles vont requérir de nous. Notre dépendance à la métropole – à sa médecine, à son agriculture, à sa police – est telle, à présent, que nous ne pouvons l’attaquer sans nous mettre en péril nous-mêmes. C’est la conscience informulée de cette vulnérabilité qui fait l’autolimitation spontanée des mouvements sociaux actuels, qui fait redouter les crises et désirer la « sécurité ». C’est par elle que les grèves ont troqué l’horizon de la révolution pour celui du retour à la normale. Se dégager de cette fatalité appelle un long et consistant processus d’apprentissage, des expérimentations multiples, massives. Il s’agit de savoir se battre, crocheter des serrures, soigner des fractures aussi bien que des angines, construire un émetteur radio pirate, monter des cantines de rue, viser juste, mais aussi rassembler les savoirs épars et constituer une agronomie de guerre, comprendre la biologie du plancton, la composition des sols, étudier les associations de plantes et ainsi retrouver les intuitions perdues, tous les usages, tous les liens possibles avec notre milieu immédiat et les limites au-delà desquelles nous l’épuisons ; cela dès aujourd’hui, et pour les jours où il nous faudra en obtenir plus qu’une part symbolique de notre nourriture et de nos soins.

Créer des territoires. Multiplier les zones d’opacité.

De plus en plus de réformistes conviennent aujourd’hui qu’« à l’approche du peak oil », et « pour réduire les émissions de gaz à effet de serre », il va bien falloir « relocaliser l’économie », favoriser l’approvisionnement régional, les circuits courts de distribution, renoncer à la facilité des importations lointaines, etc. Ce qu’ils oublient, c’est que le propre de tout ce qui se fait localement en fait d’économie est de se faire au noir, de manière « informelle » ; que cette simple mesure écologique de relocalisation de l’économie implique rien moins que de s’affranchir du contrôle étatique, ou de s’y soumettre sans réserve.

Le territoire actuel est le produit de plusieurs siècles d’opérations de police. On a refoulé le peuple hors de ses campagnes, puis hors de ses rues, puis hors de ses quartiers et finalement hors de ses halls d’immeuble, dans l’espoir dément de contenir toute vie entre les quatre murs suintants du privé. La question du territoire ne se pose pas pour nous comme pour l’État. Il ne s’agit pas de le tenir. Ce dont il s’agit, c’est de densifier localement les communes, les circulations et les solidarités à tel point que le territoire devienne illisible, opaque à toute autorité. Il n’est pas question d’occuper, mais d’être le territoire.

Chaque pratique fait exister un territoire – territoire du deal ou de la chasse, territoire des jeux d’enfants, des amoureux ou de l’émeute, territoire du paysan, de l’ornithologue ou du flâneur. La règle est simple : plus il y a de territoires qui se superposent sur une zone donnée, plus il y a de circulation entre eux, et moins le pouvoir trouve de prise. Bistrot, imprimeries, salles de sport, terrains vagues, échoppes de bouquinistes, toits d’immeubles, marchés improvisés, kebabs, garages, peuvent aisément échapper à leur vocation officielle pour peu qu’il s’y trouve suffisamment de complicités. L’auto-organisation locale, en surimposant sa propre géographie à la cartographie étatique, la brouille, l’annule ; elle produit sa propre sécession.

Voyager. Tracer nos propres voies de communication.

Le principe des communes n’est pas d’opposer à la métropole et sa mobilité l’enracinement local et la lenteur. Le mouvement expansif de constitution de communes doit doubler souterrainement celui de la métropole. Nous n’avons pas à rejeter les possibilités de déplacement et de communication offertes par les infrastructures marchandes, juste à en connaître les limites. Il suffit d’y être assez prudents, assez anodins. Se rendre visite est autrement plus sûr, ne laisse pas de trace et forge des liens bien plus consistants que toute liste de contacts sur Internet. Le privilège concédé à nombre d’entre nous de pouvoir « circuler librement » d’un bout à l’autre du continent et sans trop de problème dans le monde entier, est un atout non négligeable pour faire communiquer les foyers de conspiration. C’est l’une des grâces de la métropole que de permettre à des Américains, des Grecs, des Mexicains et des Allemands de se retrouver furtivement à Paris le temps d’une discussion stratégique.

Le mouvement permanent entre les communes amies est de ces choses qui les gardent du dessèchement comme de la fatalité du renoncement. Accueillir des camarades, se tenir au courant de leurs initiatives, méditer leur expérience, s’ajouter les techniques qu’ils maîtrisent font plus pour une commune que de stériles examens

de conscience à huis-clos. On aurait tort de sous-estimer ce qui peut s'élaborer de décisif dans ces soirées passées à confronter nos vues sur la guerre en cours.

Renverser, de proche en proche, tous les obstacles.

Comme on sait, les rues débordent d'incivilités. Entre ce qu'elles sont réellement et ce qu'elles devraient être, il y a la force centripète de toute police, qui s'évertue à ramener l'ordre ; et en face, il y a nous, c'est-à-dire le mouvement inverse, centrifuge. Nous ne pouvons que nous réjouir, partout où ils surgissent, de l'emportement et du désordre. Rien d'étonnant à ce que ces fêtes nationales qui ne fêtent plus rien tournent systématiquement mal, désormais. Rutilant ou dégingué, le mobilier urbain – mais où commence-t-il ? où finit-il ? – matérialise notre commune dépossession. Persévérant dans son néant, il ne demande qu'à y retourner pour de bon. Contemplons ce qui nous entoure : tout cela attend son heure, la métropole prend d'un coup des airs de nostalgie, comme seuls en ont les champs de ruines.

Qu'elles deviennent méthodiques, qu'elles se systématisent, et les incivilités confluent dans une guérilla diffuse, efficace, qui nous rend à notre ingouvernabilité, à notre indiscipline primordiales. Il est troublant qu'au nombre des vertus militaires reconnues au partisan figure justement l'indiscipline. En fait, on n'aurait jamais dû délier rage et politique. Sans la première, la seconde se perd en discours ; et sans la seconde, la première s'épuise en hurlements. Ce n'est jamais sans coups de semonce que des mots comme « enragés » ou « exaltés » refont surface en politique.

Pour la méthode, retenons du sabotage le principe suivant : un minimum de risque dans l'action, un minimum de temps, un maximum de dommages. Pour la stratégie, on se souviendra qu'un obstacle renversé mais non submergé – un espace libéré mais non habité – est aisément remplacé par un autre obstacle, plus résistant et moins attaquant. Inutile de s'appesantir sur les trois types de sabotage ouvrier : ralentir le travail, du « va-y mollo » à la grève du zèle ; casser les machines, ou en entraver la marche ; ébruiter les secrets de l'entreprise. Élargis aux dimensions de l'usine sociale, les principes du sabotage se généralisent de la production à la circulation. L'infrastructure technique de la métropole est vulnérable : ses flux ne sont pas seulement transports de personnes et de marchandises, informations et énergie circulent à travers des réseaux de fils, de fibres et de canalisations, qu'il est possible d'attaquer. Saboter avec quelque conséquence la machine sociale implique aujourd'hui de reconquérir et réinventer les moyens d'interrompre ses réseaux. Comment rendre inutilisable une ligne de TGV, un réseau électrique ? Comment trouver les points faibles des réseaux informatiques, comment brouiller des ondes radios et rendre à la neige le petit écran ? Quant aux obstacles sérieux, il est faux de réputer impossible toute destruction. Ce qu'il y a de prométhéen là-dedans tient et se résume à une certaine appropriation du feu, hors tout volontarisme aveugle. En 356 av. J.C., Erostrate brûle le temple d'Artémis, l'une des sept merveilles du monde. En nos temps de décadence achevée, les temples n'ont d'imposant que cette vérité funèbre qu'ils sont déjà des ruines.

Anéantir ce néant n'a rien d'une triste besogne. L'agir y retrouve une nouvelle jeunesse. Tout prend sens, tout s'ordonne soudain, espace, temps, amitié. On y fait flèche de tout bois, on y retrouve l'usage – on n'est que flèche. Dans la misère des temps, « tout niquer » fait peut-être office – non sans raison, il faut bien l'avouer – de dernière séduction collective.

Fuir la visibilité. Tourner l'anonymat en position offensive.

Dans une manifestation, une syndicaliste arrache le masque d'un anonyme, qui vient de casser une vitrine : « Assume ce que tu fais, plutôt que de te cacher. » Être visible, c'est être à découvert, c'est-à-dire avant tout vulnérable. Quand les gauchistes de tous pays ne cessent de « visibiliser » leur cause – qui celle des clochards, qui celle des femmes, qui celle des sans-papiers – dans l'espoir qu'elle soit prise en charge, ils font l'exact contraire de ce qu'il faudrait faire. Non pas se rendre visible, mais tourner à notre avantage l'anonymat où nous avons été relégués et, par la conspiration, l'action nocturne ou cagoulée, en faire une inattaquable position d'attaque. L'incendie de novembre 2005 en offre le modèle. Pas de leader, pas de revendication, pas d'organisation, mais des paroles, des gestes, des complicités. N'être socialement rien n'est pas une condition humiliante, la source d'un

tragique manque de reconnaissance – être reconnu : par qui ? –, mais au contraire la condition d'une liberté d'action maximale. Ne pas signer ses méfaits, n'afficher que des sigles fantoches – on se souvient encore de l'éphémère BAFT (Brigade Anti-Flic des Tarterêts) – est une façon de préserver cette liberté. De toute évidence, constituer un sujet « banlieue » qui serait l'auteur des « émeutes de novembre 2005 » aura été l'une des premières manoeuvres défensives du régime. Voir la gueule de ceux qui sont quelqu'un dans cette société peut aider à comprendre la joie de n'y être personne. La visibilité est à fuir. Mais une force qui s'agrège dans l'ombre ne peut l'esquiver à jamais. Il s'agit de repousser notre apparition en tant que force jusqu'au moment opportun. Car plus tard la visibilité nous trouve, plus forts elle nous trouve. Et une fois entré dans la visibilité, notre temps est compté. Soit nous sommes en état de pulvériser son règne à brève échéance, soit c'est lui qui sans tarder nous écrase.

Organiser l'autodéfense.

Nous vivons sous occupation, sous occupation policière. Les rafles de sans-papiers en pleine rue, les voitures banalisées sillonnant les boulevards, la pacification des quartiers de la métropole par des techniques forgées dans les colonies, les déclamations du ministre de l'Intérieur contre les « bandes » dignes de la guerre d'Algérie nous le rappellent quotidiennement. C'est assez de motifs pour ne plus se laisser écraser, pour s'engager dans l'autodéfense.

À mesure qu'elle grandit et rayonne, une commune voit peu à peu les opérations du pouvoir prendre pour cible ce qui la constitue. Ces contreattaques prennent la forme de la séduction, de la récupération et, en dernier recours, celle de la force brute. L'autodéfense doit être pour les communes une évidence collective, tant pratique que théorique. Parer à une arrestation, se réunir prestement en nombre contre des tentatives d'expulsion, mettre à l'abri l'un des nôtres, ne seront pas des réflexes superflus dans les temps qui viennent. Nous ne pouvons sans cesse reconstruire nos bases. Qu'on cesse de dénoncer la répression, qu'on s'y prépare.

L'affaire n'est pas simple, car à mesure que l'on attend de la population un surcroît de travail policier – de la délation à l'engagement occasionnel dans les milices citoyennes –, les forces de police se fondent dans la foule. Le modèle passepartout de l'intervention policière, même en situation émeutière, c'est désormais le flic en civil. L'efficacité de la police lors des dernières manifs contre le CPE venait de ces civils qui se mêlaient à la cohue, attendant l'incident pour se dévoiler : gazeuse, matraque, flashball, interpellation ; le tout en coordination avec les services d'ordre des syndicats. La simple possibilité de leur présence suffit à jeter le soupçon parmi les manifestants : qui est qui ?, et à paralyser l'action. Étant admis qu'une manifestation n'est pas un moyen de se compter mais bien un moyen d'agir, nous avons à nous doter des moyens de démasquer les civils, les chasser et le cas échéant leur arracher ceux qu'ils tentent d'arrêter. La police n'est pas invincible dans la rue, elle a simplement des moyens pour s'organiser, s'entraîner et tester sans cesse de nouvelles armes. En comparaison, nos armes à nous seront toujours rudimentaires, bricolées et bien souvent improvisées sur place. Elles ne prétendent en aucun cas rivaliser en puissance de feu, mais visent à tenir à distance, à détourner l'attention, à exercer une pression psychologique ou forcer par surprise un passage et gagner du terrain. Toute l'innovation déployée dans les centres de préparation à la guérilla urbaine de la gendarmerie française ne suffit manifestement pas, et ne suffira sans doute jamais à répondre assez promptement à une multiplicité mouvante pouvant frapper à plusieurs endroits à la fois et qui surtout s'efforce de toujours garder l'initiative.

Les communes sont évidemment vulnérables à la surveillance et aux enquêtes policières, à la police scientifique et au renseignement. Les vagues d'arrestations d'anarchistes en Italie et d'ecowarriors aux États-Unis ont été permises par des écoutes. Toute garde à vue donne maintenant lieu à une prise d'ADN et nourrit un fichier toujours plus complet. Un squatteur barcelonais a été retrouvé parce qu'il avait laissé des empreintes sur les tracts qu'il distribuait. Les méthodes de fichage s'améliorent sans cesse, notamment par la biométrie. Et si la carte d'identité électronique venait à être mise en place, notre tâche n'en serait que plus difficile. La Commune de Paris avait en partie réglé le problème du fichage : en brûlant l'Hôtel de Ville, les incendiaires détruisaient les registres de l'état civil. Reste à trouver les moyens de détruire à jamais des données informatisées.

Insurrection

La commune est l'unité élémentaire de la réalité partisane. Une montée insurrectionnelle n'est peut-être rien d'autre qu'une multiplication de communes, leur liaison et leur articulation. Selon le cours des événements, les communes se fondent dans des entités de plus grande envergure, ou bien encore se fractionnent. Entre une bande de frères et de soeurs liés « à la vie à la mort » et la réunion d'une multiplicité de groupes, de comités, de bandes pour organiser l'approvisionnement et l'autodéfense d'un quartier, voire d'une région en soulèvement, il n'y a qu'une différence d'échelle, elles sont indistinctement des communes.

Toute commune ne peut que tendre vers l'autosubsistance et éprouver en son sein l'argent comme une chose dérisoire et, pour tout dire, déplacée. La puissance de l'argent est de former un lien entre ceux qui sont sans lien, de lier des étrangers en tant qu'étrangers et par là, en mettant toute chose en équivalence, de tout mettre en circulation. La capacité de l'argent à tout lier se paye de la superficialité de ce lien, où le mensonge est la règle. La défiance est le fond de la relation de crédit. Le règne de l'argent doit toujours être, de ce fait, le règne du contrôle. L'abolition pratique de l'argent ne peut se faire que par l'extension des communes. L'extension des communes doit pour chacune obéir au souci de ne pas dépasser une certaine taille au-delà de quoi elle perd contact avec elle-même, et suscite presque inmanquablement une caste dominante. La commune préférera alors se scinder et de la sorte s'étendre, en même temps qu'elle prévient une issue malheureuse.

Le soulèvement de la jeunesse algérienne, qui a embrasé toute la Kabylie au printemps 2001, est parvenu à une reprise quasi totale du territoire, attaquant les gendarmeries, les tribunaux et toutes les représentations de l'État, généralisant l'émeute, jusqu'au retrait unilatéral des forces de l'ordre, jusqu'à empêcher physiquement les élections de se tenir. La force du mouvement aura été dans la complémentarité diffuse entre des composantes multiples – qui ne furent que très partiellement représentées dans les interminables et désespérément masculines assemblées des comités de village et autres comités populaires. Les « communes » de la toujours frémissante insurrection algérienne ont tantôt le visage de ces jeunes « cramés » à casquette balançant des bouteilles de gaz sur les CNS (CRS) depuis le toit d'un immeuble de Tizi Ouzou, tantôt le sourire narquois d'un vieux maquisard drapé dans son burnous, tantôt encore l'énergie des femmes d'un village de montagne faisant tourner, envers et contre tout, les cultures et l'élevage traditionnels, sans lesquels les blocages de l'économie de la région n'auraient jamais pu être si répétés ni si systématiques.

Faire feu de toute crise.

« Il faut en outre ajouter que l'on ne pourrait pas traiter l'ensemble de la population française. Il faudra donc faire des choix. » C'est ainsi qu'un expert en virologie résume au Monde ce qui adviendrait en cas de pandémie de grippe aviaire, le 7 septembre 2005. « Menaces terroristes », « catastrophes naturelles », « alertes virales », « mouvements sociaux » et « violences urbaines » sont pour les gestionnaires de la société autant de moments d'instabilité où ils assoient leur pouvoir par la sélection de ce qui leur plaît et l'anéantissement de ce qui les embarrasse. C'est donc aussi, logiquement, l'occasion pour toute autre force de s'agréger ou de se renforcer, en prenant le parti inverse. L'interruption des flux de marchandises, la suspension de la normalité – il suffit de voir ce qui fait retour de vie sociale dans un immeuble soudainement privé d'électricité pour imaginer ce que pourrait devenir la vie dans une ville privée de tout – et du contrôle policier libèrent des potentialités d'auto-organisation impensables en d'autres circonstances. Cela n'échappe à personne. Le mouvement ouvrier révolutionnaire l'avait bien compris, qui a fait des crises de l'économie bourgeoise les points d'orgue de sa montée en puissance. Aujourd'hui, les partis islamiques ne sont jamais aussi forts que là où ils ont su intelligemment suppléer à la faiblesse de l'État, par exemple : lors de la mise en place des secours après le tremblement de terre de Boumerdès en Algérie, ou encore dans l'assistance quotidienne à la population du Liban- Sud détruit par l'armée israélienne. Comme nous le mentionnions plus haut, la dévastation de la Nouvelle-Orléans par l'ouragan Katrina a donné l'occasion à toute une frange du mouvement anarchiste nord-américain de prendre une consistance inconnue en ralliant tous ceux qui, sur place, résistent au déplacement forcé. Les cantines de rue supposent d'avoir pensé au préalable l'approvisionnement ; l'aide médicale d'urgence exige que l'on ait acquis le savoir et le matériel nécessaires, tout comme l'installation de radios libres. Ce qu'elles contiennent de

joie, de dépassement de la débrouille individuelle, de réalité tangible insoumise au quotidien de l'ordre et du travail garantit la fécondité politique de pareilles expériences. Dans un pays comme la France, où les nuages radioactifs s'arrêtent à la frontière et où l'on ne craint pas de construire un cancéropole sur l'ancien site classé Seveso de l'usine AZF, c'est moins sur les crises « naturelles » qu'il faut compter que sur les crises sociales. C'est aux mouvements sociaux qu'il revient ici le plus souvent d'interrompre le cours normal du désastre. Certes, ces dernières années, les diverses grèves furent principalement des occasions pour le pouvoir et les directions d'entreprises de tester leur capacité à maintenir un « service minimum » toujours plus large, jusqu'à rendre l'arrêt de travail à sa pure dimension symbolique – à peine plus dommageable qu'une chute de neige ou un suicide sur la voie. Mais en bouleversant les pratiques militantes installées par l'occupation systématique des établissements et le blocage obstiné, les luttes lycéennes de 2005 et contre le CPE ont rappelé la capacité de nuisance et d'offensive diffuse des grands mouvements. Par toutes les bandes qu'elles ont suscitées dans leur sillage, elles ont laissé entrevoir à quelles conditions des mouvements peuvent devenir le lieu d'émergence de nouvelles communes.

Saboter toute instance de représentation. Généraliser la palabre. Abolir les assemblées générales.

Tout mouvement social rencontre comme premier obstacle, bien avant la police proprement dite, les forces syndicales et toute cette microbureaucratie dont la vocation est d'encadrer les luttes. Les communes, les groupes de base, les bandes se défient spontanément d'elles. C'est pourquoi les parabureaucrates ont inventé depuis vingt ans les coordinations qui, dans leur absence d'étiquette, ont l'air plus innocentes, mais n'en demeurent pas moins le terrain idéal de leurs manoeuvres. Qu'un collectif égaré s'essaie à l'autonomie et ils n'ont alors de cesse de le vider de tout contenu en écartant résolument les bonnes questions. Ils sont farouches, ils s'échauffent ; non par passion du débat, mais dans leur vocation à le conjurer. Et quand leur défense acharnée de l'apathie a enfin raison du collectif, ils en expliquent l'échec par le manque de conscience politique. Il faut dire qu'en France, grâce notamment à l'activité forcenée des différentes chapelles trotskistes, ce n'est pas l'art de la manipulation politique qui fait défaut dans la jeunesse militante. De l'incendie de novembre 2005, ce n'est pas elle qui aura su tirer cette leçon : toute coordination est superflue là où il y a de la coordination, les organisations sont toujours de trop là où l'on s'organise.

Un autre réflexe est, au moindre mouvement, de faire une assemblée générale et de voter. C'est une erreur. Le simple enjeu du vote, de la décision à remporter, suffit à changer l'assemblée en cauchemar, à en faire le théâtre où s'affrontent toutes les prétentions au pouvoir. Nous subissons là le mauvais exemple des parlements bourgeois. L'assemblée n'est pas faite pour la décision mais pour la palabre, pour la parole libre s'exerçant sans but.

Le besoin de se rassembler est aussi constant, chez les humains, qu'est rare la nécessité de décider. Se rassembler répond à la joie d'éprouver une puissance commune. Décider n'est vital que dans les situations d'urgence, où l'exercice de la démocratie est de toute façon compromis. Pour le reste du temps, le problème n'est celui du « caractère démocratique du processus de prise de décision » que pour les fanatiques de la procédure. Il n'y a pas à critiquer les assemblées ou à les désertir, mais à y libérer la parole, les gestes et les jeux entre les êtres. Il suffit de voir que chacun n'y vient pas seulement avec un point de vue, une motion, mais avec des désirs, des attachements, des capacités, des forces, des tristesses et une certaine disponibilité. Si l'on parvient ainsi à déchirer ce fantasme de l'Assemblée Générale au profit d'une telle assemblée des présences, si l'on parvient à déjouer la toujours renaissante tentation de l'hégémonie, si l'on cesse de se fixer la décision comme finalité, il y a quelques chances que se produise une de ces prises en masse, l'un de ces phénomènes de cristallisation collective où une décision prend les êtres, dans leur totalité ou seulement pour partie.

Il en va de même pour décider d'actions. Partir du principe que « l'action doit ordonner le déroulement d'une assemblée », c'est rendre impossible tant le bouillonnement du débat que l'action efficace. Une assemblée nombreuse de gens étrangers les uns aux autres se condamne à commettre des spécialistes de l'action, c'est-à-dire à délaïsser l'action pour son contrôle. D'un côté, les mandatés sont par définition entravés dans leur action, de l'autre, rien ne les empêche de berner tout le monde.

Il n'y a pas à poser une forme idéale à l'action. L'essentiel est que l'action se donne une forme, qu'elle la suscite et ne la subisse pas. Cela suppose le partage d'une même position politique, géographique – comme les sections de la Commune de Paris pendant la Révolution française –, ainsi que le partage d'un même savoir circulant. Quant à décider d'actions, tel pourrait être le principe : que chacun aille en reconnaissance, qu'on recoupe les renseignements, et la décision viendra d'elle-même, elle nous prendra plus que nous ne la prendrons. La circulation du savoir annule la hiérarchie, elle égalise par le haut. Communication horizontale, proliférante, c'est aussi la meilleure forme de coordination des différentes communes, pour en finir avec l'hégémonie.

Bloquer l'économie, mais mesurer notre puissance de blocage à notre niveau d'auto-organisation.

Fin juin 2006, dans tout l'État de Oaxaca, les occupations de mairies se multiplient, les insurgés occupent des édifices publics. Dans certaines communes, ils expulsent les maires et réquisitionnent les véhicules officiels. Un mois plus tard, les accès à certains hôtels et complexes touristiques sont bloqués. Le ministre du Tourisme parle de catastrophe « comparable à l'ouragan Wilma ». Quelques années plus tôt, le blocage était devenu l'une des principales formes d'action du mouvement de révolte argentin, les différents groupes locaux se portant mutuellement secours en bloquant tel ou tel axe, menaçant en permanence, par leur action conjointe, de paralyser tout le pays si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Une telle menace fut longtemps un puissant levier aux mains des cheminots, électriciens-gaziers, chauffeurs routiers. Le mouvement contre le CPE n'a pas hésité à bloquer gares, périphériques, usines, autoroutes, supermarchés et même aéroports. Il ne fallait pas plus de trois cents personnes, à Rennes, pour immobiliser la rocade pendant des heures et provoquer quarante kilomètres de bouchons.

Tout bloquer, voilà désormais le premier réflexe de tout ce qui se dresse contre l'ordre présent. Dans une économie délocalisée, où les entreprises fonctionnent à flux tendu, où la valeur dérive de la connexion au réseau, où les autoroutes sont des maillons de la chaîne de production dématérialisée qui va de sous-traitant en sous-traitant et de là à l'usine de montage, bloquer la production, c'est aussi bien bloquer la circulation.

Mais il ne peut s'agir de bloquer plus que ne l'autorise la capacité de ravitaillement et de communication des insurgés, l'auto-organisation effective des différentes communes. Comment se nourrir une fois que tout est paralysé ? Piller les commerces, comme cela s'est fait en Argentine, a ses limites ; aussi immenses que soient les temples de la consommation, ils ne sont pas d'infinis garde-manger. Acquérir dans la durée l'aptitude à se procurer la subsistance élémentaire implique donc de s'approprier les moyens de leur production. Et sur ce point, il paraît bien inutile d'attendre plus longtemps. Laisser comme aujourd'hui à deux pour cent de la population le soin de produire l'alimentation de tous les autres est une ineptie historique autant que stratégique.

Libérer le territoire de l'occupation policière. Éviter autant que possible l'affrontement direct.

« Cette affaire met en lumière que nous n'avons pas à faire à des jeunes qui réclament davantage de social mais à des individus qui déclarent la guerre à la République », notait un flic lucide à propos de récentes embuscades. L'offensive visant à libérer le territoire de son occupation policière est déjà engagée, et peut compter sur les inépuisables réserves de ressentiment que ces forces ont réunies contre elles. Les « mouvements sociaux » eux-mêmes sont peu à peu gagnés par l'émeute, non moins que les fêtards de Rennes qui pendant l'année 2005 ont affronté les CRS tous les jeudis soir ou ceux de Barcelone qui ont récemment, lors d'un botellion, dévasté une artère commerciale de la ville. Le mouvement contre le CPE a vu le retour régulier du cocktail molotov. Mais sur ce point, certaines banlieues restent indépassées. Notamment dans cette technique qui se perpétue depuis longtemps déjà : le guet-apens. Ainsi celui du 13 octobre 2006 à Épinay : des équipes de la BAC tournaient vers 23 heures à la suite d'un appel signalant un vol à la roulotte ; à leur arrivée, une des équipes « s'est trouvée bloquée par deux véhicules placés en travers de la route et par plus d'une trentaine d'individus, porteurs de barres de fer et d'armes de poing qui ont jeté des pierres sur le véhicule et utilisé à l'encontre des policiers du gaz lacrymogène ». À plus petite échelle, on pense aux commissariats de quartiers attaqués pendant les heures de fermeture : vitres cassées, voitures incendiées. C'est un des acquis des derniers mouvements qu'une véritable manifestation est dorénavant « sauvage », non déclarée à la préfecture. Ayant le choix du terrain, on

aura soin, comme le Black Bloc à Gênes en 2001, de contourner les zones rouges, de fuir l'affrontement direct et, décidant du trajet, de promener les flics au lieu d'être promenés par la police, notamment syndicale, notamment pacifiste. Il s'est vu alors qu'un millier de personnes déterminées fasse reculer des cars entiers de carabinieri pour finalement les incendier. L'important n'est pas tant d'être le mieux armé que d'avoir l'initiative. Le courage n'est rien, la confiance dans son propre courage est tout. Avoir l'initiative y contribue.

Tout incite, cependant, à envisager les confrontations directes comme des points de fixation des forces adverses permettant de temporiser et d'attaquer ailleurs – même tout près. Qu'on ne puisse pas empêcher qu'une confrontation ait lieu n'interdit pas d'en faire une simple diversion. Plus encore qu'aux actions, il faut s'attacher à leur coordination. Harceler la police, c'est faire qu'étant partout, elle ne soit nulle part efficace. Chaque acte de harcèlement ranime cette vérité, énoncée en 1842 :

« La vie de l'agent de police est pénible ; sa position au milieu de la société aussi humiliante et méprisée que le crime même [...] La honte et l'infamie l'enserrent de toutes parts, la société le chasse de son sein, l'isole comme un paria, lui crache son mépris avec sa paie, sans remords, sans regrets, sans pitié [...] la carte de police qu'il porte dans sa poche est un brevet d'ignominie. »

Le 21 novembre 2006, les pompiers en manifestation à Paris ont attaqué les CRS à coups de marteau et en ont blessé quinze. Cela pour rappeler qu'« avoir la vocation d'aider » ne pourra jamais être une excuse valable pour intégrer la police.

Être en armes. Tout faire pour en rendre l'usage superflu. Face à l'armée, la victoire est politique.

Il n'y a pas d'insurrection pacifique. Les armes sont nécessaires : il s'agit de tout faire pour en rendre l'usage superflu. Une insurrection est davantage une prise d'armes, une « permanence armée », qu'un passage à la lutte armée. On a tout intérêt à distinguer l'armement de l'usage des armes. Les armes sont une constante révolutionnaire, bien que leur utilisation soit peu fréquente, ou peu décisive, dans les moments de grand retournement : 10 août 1792, 18 mars 1871, octobre 1917. Quand le pouvoir est dans le caniveau, il suffit de le piétiner. Dans la distance qui nous en sépare, les armes ont acquis ce double caractère de fascination et de dégoût, que seul leur maniement permet de surmonter. Un authentique pacifisme ne peut pas être refus des armes, seulement de leur usage. Être pacifiste sans pouvoir faire feu n'est que la théorisation d'une impuissance. Ce pacifisme a priori correspond à une sorte de désarmement préventif, c'est une pure opération policière. En vérité, la question pacifiste ne se pose sérieusement que pour qui a le pouvoir de faire feu. Et dans ce cas, le pacifisme sera au contraire un signe de puissance, car c'est seulement depuis une extrême position de force que l'on est délivré de la nécessité de faire feu.

D'un point de vue stratégique, l'action indirecte, asymétrique, semble la plus payante, la plus adaptée à l'époque : on n'attaque pas frontalement une armée d'occupation. Pour autant, la perspective d'une guérilla urbaine à l'irakienne, qui s'enliserait sans possibilité d'offensive, est plus à craindre qu'à désirer. La militarisation de la guerre civile, c'est l'échec de l'insurrection. Les Rouges peuvent bien triompher en 1921, la Révolution russe est déjà perdue.

Il faut envisager deux types de réactions étatiques. L'une d'hostilité franche, l'autre plus sournoise, démocratique. La première appelant la destruction sans phrase, la seconde, une hostilité subtile mais implacable : elle n'attend que de nous enrôler. On peut être défait par la dictature comme par le fait d'être réduit à ne plus s'opposer qu'à la dictature. La défaite consiste autant à perdre une guerre qu'à perdre le choix de la guerre à mener. Les deux sont du reste possibles, comme le prouve l'Espagne de 1936 : par le fascisme, par la république, les révolutionnaires y furent doublement défaits.

Dès que les choses deviennent sérieuses, c'est l'armée qui occupe le terrain. Son entrée en action paraît moins évidente. Il faudrait pour cela un État décidé à faire un carnage, ce qui n'est d'actualité qu'à titre de menace, un peu comme l'emploi de l'arme nucléaire depuis un demi-siècle. Il reste que, blessée depuis longtemps, la bête étatique est dangereuse. Il reste que face à l'armée, il faut une foule nombreuse, envahissant les rangs, et fraternisant. Il faut le 18 mars 1871. L'armée dans les rues, c'est une situation insurrectionnelle. L'armée entrée

en action, c'est l'issue qui se précipite. Chacun se voit sommé de prendre position, de choisir entre l'anarchie et la peur de l'anarchie. C'est comme force politique qu'une insurrection triomphe.

Politiquement, il n'est pas impossible d'avoir raison d'une armée.

Déposer localement les autorités.

La question, pour une insurrection, est de se rendre irréversible. L'irréversibilité est atteinte lorsque l'on a vaincu, en même temps que les autorités le besoin d'autorité, en même temps que la propriété le goût de s'approprier, en même temps que toute hégémonie le désir d'hégémonie. C'est pourquoi le processus insurrectionnel contient en lui-même la forme de sa victoire, ou celle de son échec. En fait d'irréversibilité, la destruction n'a jamais suffi. Tout est dans la manière. Il y a des façons de détruire qui provoquent inmanquablement le retour de ce que l'on a anéanti. Qui s'acharne sur le cadavre d'un ordre s'assure de susciter la vocation de le venger. Aussi, partout où l'économie est bloquée, où la police est neutralisée, il importe de mettre le moins de pathos possible dans le renversement des autorités. Elles sont à déposer avec une désinvolture et une dérision scrupuleuses.

À la décentralisation du pouvoir répond, dans cette époque, la fin des centralités révolutionnaires. Il y a bien encore des Palais d'Hiver, mais qui sont plus désignés à l'assaut des touristes qu'à celui des insurgés. On peut prendre Paris, ou Rome, ou Buenos Aires, de nos jours, sans remporter la décision. La prise de Rungis aurait certainement plus d'effets que celle de l'Élysée. Le pouvoir ne se concentre plus en un point du monde, il est ce monde même, ses flux et ses avenues, ses hommes et ses normes, ses codes et ses technologies. Le pouvoir est l'organisation même de la métropole. Il est la totalité impeccable du monde de la marchandise en chacun de ses points. Aussi, qui le défait localement produit au travers des réseaux une onde de choc planétaire. Les assaillants de Clichy-sous-Bois ont réjoui plus d'un foyer américain, tandis que les insurgés de Oaxaca ont trouvé des complices en plein coeur de Paris. Pour la France, la perte de centralité du pouvoir signifie la fin de la centralité révolutionnaire parisienne. Chaque nouveau mouvement depuis les grèves de 1995 le confirme. Ce n'est plus là que surgissent les menées les plus osées, les plus consistantes. Pour finir, c'est comme simple cible de razzia, comme pur terrain de pillage et de ravage que Paris se distingue encore. Ce sont de brèves et brutales incursions venues d'ailleurs qui s'attaquent au point de densité maximale des flux métropolitains. Ce sont des traînées de rage qui sillonnent le désert de cette abondance factice, et s'évanouissent. Un jour viendra où sera grandement ruinée cette effroyable concrétion du pouvoir qu'est la capitale, mais ce sera au terme d'un processus qui sera partout plus avancé que là.

Tout le pouvoir aux communes !

P.-S.

Dans le métro, on ne trouve plus trace de l'écran de gêne qui entrave habituellement les gestes des passagers. Les inconnus se parlent, ils ne s'abordent plus. Une bande en conciliabule à l'angle d'une rue. Des rassemblements plus vastes sur les boulevards qui discutent gravement. Les assauts se répondent d'une ville à l'autre, d'un jour à l'autre. Une nouvelle caserne a été pillée puis brûlée. Les habitants d'un foyer expulsé ont cessé de tracter avec la mairie : ils l'habitent. Dans un accès de lucidité, un manager vient de refroidir, en pleine réunion, une poignée de collègues. Des fichiers contenant l'adresse personnelle de tous les policiers et gendarmes ainsi que des employés de l'administration pénitentiaire viennent de fuir, entraînant une vague sans précédent de déménagements précipités. Dans l'ancienne épicerie-bar du village, on apporte l'excédent que l'on produit et l'on se procure ce qui nous manque. On s'y réunit aussi pour discuter de la situation générale et du matériel nécessaire pour l'atelier mécanique. La radio tient les insurgés informés du recul des forces gouvernementales. Une roquette vient d'éventrer l'enceinte de la prison de Clairvaux. Impossible de dire si c'est un mois ou des années qui se sont écoulés depuis que les « événements » ont commencé. Le Premier ministre a l'air bien seul avec ses appels au calme.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Comité invisible
L'insurrection qui vient
2007

Consulté le 3 novembre 2016 de rebellyon.info
Paru chez La Fabrique éditions en 2007.

fr.theanarchistlibrary.org